

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 18 août 2024 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°446 ■

ITALIE

**La dette publique
approche la barre
des 3 000 milliards
d'euros, un record**

P 11

EXPORTATION DE PÉTROLE DURANT LE PREMIER SEMESTRE 2024

Les cinq clients majeurs de l'Algérie

Au cours du premier semestre de 2024, le pétrole brut algérien a trouvé ses principaux débouchés à l'international auprès de cinq pays majeurs, reflétant l'importance de l'Algérie en tant que fournisseur clé sur le marché mondial. Parmi ces nations, la France se distingue en tant que premier importateur, absorbant une part significative des exportations algériennes avec une demande quotidienne de 75 000 barils, selon les dernières données de la plateforme spécialisée dans les marchés de l'énergie « Attaqa.net ». P 3



IMPORTATION DES NAVIRES DE
PÊCHE DE MOINS DE CINQ ANS

**Le dossier fin prêt,
assure Badani**

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani, a annoncé mercredi à Alger, la finalisation des derniers ajustements concernant le dossier relatif à l'autorisation d'importation des navires de Grande pêche de moins de cinq (5) ans et des moteurs d'occasion (moins de 5 ans).

P 2

ELECTION PRÉSIDENTIELLE

**Les candidats appellent à
une participation massive**



Les candidats à l'élection présidentielle du 7 septembre prochain et leurs représentants ont appelé vendredi, au deuxième jour de la campagne électorale, les citoyens à participer massivement au scrutin pour consolider davantage le front interne, tout en insistant dans leurs discours de campagne sur les mesures sociales à prendre en faveur des citoyens.

P 5

ENERGIES
RENOUVELABLES/FLUX
D'INVESTISSEMENTS

**Grandes disparités entre
pays du Nord et pays du
Sud**

Des investissements annuels mondiaux de l'ordre de 5.000 milliards de dollars en moyenne à l'horizon 2050 sont nécessaires pour maintenir le monde sur la bonne voie pour réaliser une transition énergétique conforme au scénario de 1,5 degrés C, indique l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), qui met en garde contre les disparités actuelles dans la répartition des investissements entre les pays du Nord et du Sud.

P 16

VISANT LA DISTRIBUTION DE 125.000 CARTABLES
SCOLAIRES À DES ÉCOLIERS

**Le CRA signe une
convention de partenariat
avec Mobilis** P 2

FORAGE DE QUATRE
PUITS PÉTROLIERS AU MENU

**Sonatrach veut
développer ses
découvertes au Niger** P 3

LE MARCHÉ DU E-COMMERCE
EN TUNISIE

**Une dynamique
en pleine expansion** P 8

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION
12 décès et 515 blessés en 48 heures

Douze (12) personnes sont décédées et 515 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus ces dernières 48 heures à travers plusieurs wilaya du pays, indique samedi un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Oran, avec 2 décès et 3 blessés, suite à une collision entres trois véhicules sur la RN 2, au lieu dit Bouyakour, dans la commune de Boutlilil. Par ailleurs, 7 personnes sont décédées noyées et 2 autres sont portées disparues dans des plages et réserves d'eau à travers plusieurs wilayas du pays. Il s'agit de 6 personnes noyées en mer dans les wilayas de Boumerdes, Jijel, Mostaganem, Annaba et Skikda, indique la Protection civile, relevant que les recherches se poursuivent pour retrouver 2 personnes disparues en mer dans les wilayas de Jijel et Alger. Les éléments de la Protection civile sont intervenues, également, pour le repêchage d'un enfant âgé de 13 ans, décédé noyé dans une mare d'eau, dans la commune de Sidi Makhoulf, à Laghouat. Le dispositif de surveillances des plages a procédé à 3141 intervention pour le sauvetage 1703 personnes de noyade, dont 538 ont été prises en charge sur place, et 65 ont été évacuées. Trois (3) personnes sont, d'autre part, décédées et 8 autres ont subi des brûlures, suite à une explosion de gaz butane suivi d'un incendie, dans une habitation à la cité Ennour, dans la commune de Gué de Constantine (wilaya d'Alger). Concernant le dispositif de lutte contre les incendies de forêt et récolte, la Protection civile est intervenue, durant la même période, pour l'extinction de 21 incendies ayant touché des forêts, maquis, broussailles, bottes de foin et palmeraies à travers plusieurs wilayas du territoire national.

IMPORTATION DES NAVIRES DE PÊCHE DE MOINS DE CINQ ANS Le dossier fin prêt, assure Badani

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani, a annoncé mercredi à Alger, la finalisation des derniers ajustements concernant le dossier relatif à l'autorisation d'importation des navires de Grande pêche de moins de cinq (5) ans et des moteurs d'occasion (moins de 5 ans).

Par R E.

Dans une allocution prononcée en son nom par le Secrétaire général du ministère, Mohamed Ben-grina, à l'occasion de la tenue de la 20e session ordinaire de l'Assemblée générale de la Chambre algérienne de la Pêche et de l'Aquaculture (CAPA), M. Badani a annoncé la finalisation de la mesure concernant l'autorisation des professionnels du secteur à importer les navires et les moteurs d'occasion de moins de cinq ans, qui a été décidée par le Gouvernement, indiquant que le dossier est désormais au niveau du Secrétariat général du Gouvernement. Il a également indiqué que le ministère a instruit les Directeurs de wilayas de la Pêche d'entamer la réception des dossiers des intéressés par l'importation de ces équipements. Evoquant les incitations devant promouvoir la production, le ministre a rappelé que son secteur avait autorisé les professionnels de la pêche à changer l'activité de leurs navires de plaisance en pêche artisanale, suite à leur demande, tout en transmettant les dossiers des intéressés aux directions de wilayas.

Il a, en outre, ajouté que ces mesures témoignent de l'importance dont jouit le secteur et des moyens déployés pour optimiser la performance et la production. Par ailleurs, M. Badani a salué les mesures prises pour l'encouragement de l'aquaculture, rappelant les dernières incitations fiscales contenues dans la loi des finances 2024, consistant en le soutien direct à la production du tilapia et son exonération de la TVA outre sa réduction pour l'activité de transformation. Il a fait état, dans ce sens, de la signature de la convention y afférente entre les ministères de la Pêche et des Finances en attendant l'émission de la note. S'agissant du volet social, le ministre a mis en avant l'intérêt particulier accordé par l'Etat au secteur, notamment en matière de promotion socioprofessionnelle des professionnels de la pêche, affirmant, à ce sujet, la "régularisation de tous les dossiers en instance au niveau de la Caisse nationale des retraites (CNR)". M. Badani a, à cette occasion, mis en lumière la contribution de la CAPA à la prise en charge des préoccupations des professionnels du secteur, étant un partenaire clé et une force de représentation et de proposition.

De son côté, le président de la CAPA, Karim Bani, a salué l'importance accordée par le président de la République à ce secteur, eu égard à son rôle essentiel dans le développement de l'économie nationale et le renforcement de la sécurité alimentaire via l'augmentation de la production halieutique. Il a également estimé que cette rencontre était l'occasion d'écouter les préoccupations des professionnels de toutes les wilayas et d'examiner les moyens de les prendre en charge en coordination avec le ministère. Présentant le bilan de l'année 2023, le directeur de la CAPA, Nabil Aouiche, a passé en revue les différentes activités réalisées par la Chambre aux niveaux central et de wilaya, citant les enquêtes menées sur le terrain par la Chambre, dont le recensement des opérateurs économiques, des grossistes et des aquaculteurs. La rencontre a aussi été l'occasion d'évoquer et d'examiner le projet de règlement intérieur des organes de la CAPA, de mettre en place les commissions techniques, mais aussi de présenter les différentes préoccupations des professionnels.

VISANT LA DISTRIBUTION DE 125.000 CARTABLES SCOLAIRES À DES ÉCOLIERS Le CRA signe une convention de partenariat avec mobilis

Le Croissant-Rouge algérien (CRA) et l'opérateur de téléphonie mobile Mobilis ont signé, samedi à Alger, une convention de partenariat visant la distribution de 125.000 cartables scolaires contenant toutes les fournitures au profit des enfants scolarisés issus des familles nécessiteuses, et ce avant la prochaine

rentrée scolaire. La convention a été signée au siège de Mobilis par la présidente du CRA, Ibtissem Hamlaoui et la directrice de la communication à Mobilis, Farah Ouchabane, en présence du PDG de Mobilis, Chaouki Boukhazani. A cette occasion, M. Boukhazani a mis en lumière l'importance de

cette convention, qui s'inscrit dans le cadre des activités de Mobilis dans le volet social, "à travers une contribution, dans le cadre de l'action commune avec différents acteurs, aux opérations d'accompagnement en faveur de certaines catégories sociales". De son côté, Mme Hamlaoui a souligné que cette action de soli-

darité vise à fournir des cartables scolaires contenant toutes les fournitures nécessaires, aux enfants issus de familles nécessiteuses au niveau national avant la prochaine rentrée sociale, précisant que ces cartables, au nombre de 125.000, seront distribués aux élèves des cycles primaire et moyen.

TLEMCCEN

Réalisation de 19 transformateurs pour renforcer le réseau électrique

La Société de distribution de l'électricité et du gaz a réalisé, dans la wilaya de Tlemcen, 19 transformateurs d'électricité destinés à consolider le réseau local de cette source d'énergie, indique, samedi, un communiqué de la cellule de communication de la société. La même source a souligné que, dans le but d'améliorer la qualité des services offerts aux clients, il a été procédé à la réalisation de 19 transformateurs élec-

triques répartis à travers 17 communes, ainsi qu'un réseau haute tension (HT) sur une longueur de plus de 85 kilomètres, en sus d'un autre transformateur au niveau de hai "Boudjmil" dans la commune de Mansourah, doté de quatre sorties en vue de consolider le réseau électrique de plusieurs quartiers des communes de Tlemcen-ville, Mansourah et Beni Mester. L'opération a donné lieu, également, à l'installation de 12 lignes

électriques destinées à d'autres zones d'habitation de la wilaya, note-t-on. Par ailleurs, la Société a lancé et concrétisé une opération de maintenance de 75 kilomètres du réseau d'électricité de moyenne tension (MT) alimentant l'aéroport international "Messali El Hadj" de Tlemcen, a encore fait savoir la même source. D'autre part et dans la même optique, la Société de distribution de l'électricité et du gaz dans cette collectivité lo-

cale de l'Ouest du pays a procédé au renforcement du programme de permanence et à la réquisition de l'ensemble des équipes relevant des ses services techniques au nombre de 8, ainsi que ses équipes d'intervention déployées au niveau de ses agences commerciales en les dotant de moyens humains et matériels à même de leur permettre d'assurer des interventions promptes et efficaces, a indiqué le communiqué.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

EXPORTATION DE PÉTROLE DURANT LE PREMIER SEMESTRE 2024

Les cinq clients majeurs de l'Algérie

Au cours du premier semestre de 2024, le pétrole brut algérien a trouvé ses principaux débouchés à l'international auprès de cinq pays majeurs, reflétant l'importance de l'Algérie en tant que fournisseur clé sur le marché mondial. Parmi ces nations, la France se distingue en tant que premier importateur, absorbant une part significative des exportations algériennes avec une demande quotidienne de 75 000 barils, selon les dernières données de la plateforme spécialisée dans les marchés de l'énergie « Attaqa.net ». Ce volume notable témoigne des liens énergétiques solides entre les deux pays.

Par Mourad A.

L'Espagne, quant à elle, se place en deuxième position, avec une importation quotidienne de 65 000 barils. Sa proximité géographique avec l'Algérie et ses besoins croissants en énergie expliquent cette relation commerciale dynamique. L'Italie, un autre partenaire européen, maintient également des échanges énergétiques étroits avec l'Algérie, en important 47 000 barils par jour. Cette demande s'inscrit dans le cadre d'une stratégie visant à diversifier ses sources d'approvisionnement en énergie.

En dehors du continent européen, l'Inde, puissance économique émergente, figure parmi les principaux clients du pétrole algérien, avec 46 000 barils par jour. Ce partenariat montre l'extension de l'influence énergétique algérienne au-delà des frontières européennes, répondant aux besoins croissants de l'Inde en ressources énergétiques pour soutenir sa croissance rapide. Enfin, la Corée du Sud, autre grande économie asiatique, importe 42 000 barils par jour, consolidant ainsi la présence de l'Algérie sur le marché asiatique.

En moyenne, l'Algérie a exporté 416 000 barils par jour au cours de cette période, soulignant son rôle vital dans la satisfaction des besoins énergétiques

mondiaux. Ces échanges illustrent non seulement l'importance stratégique de l'Algérie en tant que fournisseur de pétrole, mais aussi la diversité de ses partenaires commerciaux, allant de l'Europe à l'Asie.

L'Algérie contribue de 11.3% du total des importations européennes de GNL

S'agissant des importations européennes de GNL, les données de la plateforme « Attaqa.net » révèlent qu'au cours des sept premiers mois de l'année 2024, l'Algérie s'est affirmée comme un acteur majeur dans l'approvisionnement en gaz naturel liquéfié (GNL) de l'Europe, contribuant à hauteur de 11,3 % du total des importations, soit une part non négligeable dans le paysage énergétique européen. Avec 61,1 millions de tonnes de GNL importées au total, l'Europe continue de dépendre de manière significative de ses partenaires énergétiques, et l'Algérie, riche en ressources naturelles, occupe une place stratégique dans cette dynamique. Le rôle de l'Algérie dans l'approvisionnement énergétique de l'Europe ne cesse de croître, reflétant des relations historiques fondées sur une coopération énergétique durable. En tant que troisième fournisseur de GNL pour l'Europe, après les États-Unis et la Russie, l'Algérie contribue de manière

substantielle à la sécurité énergétique du continent, tout en renforçant son propre positionnement sur la scène énergétique mondiale.

Ce partenariat avec l'Europe est le fruit de décennies de collaboration étroite, où l'Algérie a su tirer parti de ses vastes réserves de gaz pour devenir un fournisseur de confiance, capable de répondre aux fluctuations de la demande européenne. Face aux incertitudes géopolitiques et aux enjeux climatiques, l'Algérie continue de jouer un rôle stabilisateur dans le marché du GNL, offrant une alternative fiable et compétitive aux autres sources d'approvisionnement. L'importance de l'Algérie dans le mix énergétique européen souligne également les efforts continus du pays pour moderniser et optimiser ses infrastructures de production et d'exportation de GNL.

Ces efforts permettent à l'Algérie de maintenir sa position en tant que partenaire clé, non seulement pour répondre aux besoins actuels, mais aussi pour anticiper les futurs défis énergétiques du continent européen. La contribution de l'Algérie au marché européen du GNL en 2024 témoigne de sa capacité à s'imposer comme un pilier incontournable de la sécurité énergétique européenne, tout en consolidant des relations stratégiques vitales pour l'avenir énergétique des deux régions.

SONATRACH/CPECC

Signature d'un contrat pour de nouvelles unités de boosting au champ gazier d'Alrar

Le Groupe Sonatrach a signé, jeudi à Alger, un contrat avec la China Petroleum Engineering & Construction Corporation (CPECC) pour la réalisation de nouvelles unités de boosting au champ gazier d'Alrar, situé dans le bassin d'Illizi, permettant de compenser la baisse naturelle de pression et à maintenir la production du champ à 10 millions de m3/jour.

D'un montant de 210 millions de dollars, dont 7 milliards de dinars algériens, ce contrat a été signé par le P-dg de Sonatrach, Rachid Hachichi, et le président exécutif de CPECC en Algérie, Zheng Xiang. Le projet comprend la réalisation en EPC de trois trains de compression, la modification des collecteurs d'admission et de séparation, l'installation de pompes booster, ainsi que les raccordements avec les installations existantes. Il inclut également l'extension du réseau anti-incendie, des systèmes anti-intrusion et de télésurveillance.

Le contrat prévoit également la construction d'une sous-station électrique et la mise à niveau du système de contrôle et de sécurité intégré (ICSS) existant.

Avec un délai de réalisation de 32 mois, la mise en service des nouvelles installations est prévue pour la fin du deuxième trimestre 2027.

Dans son allocution, M. Hachichi a souligné que ce projet reflète la "détermination" et "l'engagement" de Sonatrach à poursuivre ses investissements dans l'amont gazier pour répondre aux besoins croissants du marché national.

Il a ajouté que ce projet permettra au groupe de gérer la dépression naturelle du gisement d'Alrar, en exploitation depuis 1984, et de continuer à produire du gaz. Il permet également à Sonatrach "d'honorer ses engagements commerciaux auprès de ses clients à l'international où l'Algérie opère en qualité d'acteur majeur", a fait savoir le responsable.

Le PDG de Sonatrach a, par ailleurs, exprimé sa confiance dans les compétences de la CPECC pour mener à bien ce projet dans le respect des délais, des coûts, de la qualité et des normes sécuritaires et environnementales en vigueur.

R. E.

FORAGE DE QUATRE PUIITS PÉTROLIERS AU MENU

Sonatrach veut développer ses découvertes au Niger

Par M. A.

Le groupe Sonatrach a annoncé un projet ambitieux pour forer quatre puits afin de développer une découverte pétrolière au Niger. Cette initiative s'inscrit dans un plan stratégique visant à développer les ressources en hydrocarbures dans ce pays ouest-africain et marque le retour de Sonatrach à Niamey, la capitale du Niger, après une suspension de ses activités dans la région. Selon Rachid Hachichi, PDG de Sonatrach, ce projet représente un tournant significatif dans les efforts de l'entreprise pour renforcer sa présence en Afrique et étendre ses opérations à de nouveaux territoires prometteurs. Lors de son intervention dans une émission de télévision algérienne mercredi dernier, Rachid Hachichi a précisé que le programme de partenariat avec le Niger dépasse le simple forage de quatre puits. Il inclut également le développement ultérieur des puits en fonction des

résultats obtenus lors des opérations de forage. Cette approche intégrée vise à établir un partenariat "gagnant-gagnant" en mettant l'accent sur la formation et le renforcement des capacités locales. Sonatrach mettra à profit son expertise reconnue pour gérer et développer les ressources tout en favorisant l'acquisition de compétences par les équipes locales nigériennes.

Sonatrach a déjà réalisé des avancées significatives dans l'exploration pétrolière au Niger, avec deux découvertes majeures dans le bloc de Kafra, une vaste zone de près de 23 737 kilomètres carrés près de la frontière algérienne. La première découverte, en 2018, a révélé un réservoir de pétrole lourd estimé à 168 millions de barils. En 2019, une seconde découverte a mis en évidence 400 millions de barils de pétrole riche en paraffine. Ces découvertes ont non seulement renforcé la position de Sonatrach en tant qu'acteur majeur dans l'exploration pétrolière au Niger, mais ont également

consolidé son rôle sur le marché mondial des hydrocarbures.

Le Niger, quant à lui, vise à augmenter sa production pétrolière à 110 000 barils par jour, et le partenariat avec Sonatrach est considéré comme un levier crucial pour atteindre cet objectif ambitieux. Parallèlement, Sonatrach intensifie ses efforts pour étendre ses exportations d'hydrocarbures vers l'Europe, l'Amérique et l'Asie, en établissant des partenariats avec des entreprises de renom telles qu'ExxonMobil, Chevron, Sinopec et Eni.

Cette stratégie répond à une demande mondiale croissante et vise à renforcer ses capacités de production. En outre, l'Algérie, via Sonatrach, ambitionne de jouer un rôle clé dans le secteur de l'électricité en Europe, avec un projet visant à fournir environ 10 gigawatts d'excédent d'électricité. Pour cela, des câbles électriques sous-marins seront construits pour relier l'Algérie à l'Espagne et à l'Italie, contribuant ainsi à

la sécurité énergétique du continent.

L'Algérie prévoit également de se lancer dans l'exportation d'hydrogène vert à travers le projet SouthH2, en collaboration avec des entreprises italiennes, autrichiennes et allemandes. Ce projet vise à exporter de l'hydrogène vert via la Tunisie et l'Italie, en exploitant les ressources naturelles abondantes de l'Algérie.

En 2024, Sonatrach a signé 16 contrats internationaux pour l'exportation de pétrole, répondant à une forte demande malgré des défis géopolitiques complexes, et a découvert quatorze nouveaux gisements de pétrole et de gaz. Parallèlement, le projet de raffinerie de Hassi Messaoud, relancé après un retard, permettra de traiter 5 millions de tonnes de brut par an. Ces initiatives démontrent l'engagement de l'Algérie et de Sonatrach à renforcer leur rôle sur la scène énergétique mondiale, à diversifier leurs activités et à développer des solutions énergétiques durables.

MONNAIES

Le dollar perd le terrain gagné après les fortes ventes au détail

Le dollar cédé vendredi le terrain gagné jeudi après les fortes ventes au détail aux Etats-Unis. Le dollar cédaït 0,44% face à l'euro qui valait 1,1020 dollar vers 19H00 GMT. Il cédaït 1,09% face à la monnaie japonaise à 147,67 yens. "Les gains de jeudi" après un bond de 1% des ventes au détail aux Etats-Unis attestant de la bonne santé du consommateur, "n'ont pas été suffisants pour suggérer qu'un renversement de tendance est probable", a commenté Shaun Osborne de Scotiabank. Les marchés anticipent largement une baisse des taux de la Fed le 18 septembre, ce qui pèse sur la devise américaine. En outre, "avec trois autres réunions monétaires encore au calendrier en 2024, cela suggère un risque que l'une de ces baisses soit supérieure à 25 points de base", a ajoutéShaun Osborne. Un léger repli des taux obligataires, à 4,06% pour ceux à deux ans contre 4,09% la veille, a aussi entraîné le dollar vers le bas.

À CAUSE DES CRAINTES POUR LA DEMANDE

Les cours du pétrole fléchissent

Les cours du pétrole fléchissaient vendredi, lestés par les craintes quant à la demande américaine, après une augmentation des stocks, mais aussi chinoise, en raison d'indicateurs économiques moroses. Vers 09H20 GMT (11H20 à Paris), le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, cédaït 1,11% à 80,14 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en septembre, perdait 1,32%, à 77,13 dollars. "Les inquiétudes persistantes concernant la demande" pèsent sur les prix, note John Plassard, analyste chez Mirabaud. Il mentionne les données de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) "révélant une hausse inattendue des stocks de pétrole brut aux États-Unis (...) mettant fin à une baisse de six semaines et allant à l'encontre des attentes d'une baisse de 2 millions de barils". Les réserves hebdomadaires de brut aux Etats-Unis ont en effet progressé de 1,4 million de barils à 430,7 millions de barils pour la semaine achevée le 9 août, d'après l'EIA. En parallèle, "les données macroéconomiques chinoises restent au mieux incertaines", affirment les analystes de DNB. La Chine a publié jeudi une série d'indicateurs économiques jugés décevants, en dépit de récentes mesures du gouvernement pour tenter de relancer la croissance de la deuxième économie mondiale. La production industrielle s'est tassée en juillet (+5,1% sur un an), selon des chiffres publiés par le Bureau national des statistiques (BNS). Il s'agit du taux le plus faible depuis mars. Le taux de chômage a lui aussi augmenté en juillet. Seuls les chiffres officiels des ventes au détail, un des principaux indicateurs de la consommation des ménages, ont rebondi en juillet par rapport au mois précédent.

Dernière composition de DZAIINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

NOUVEAU PALAIS DES EXPOSITIONS

Des instructions pour le parachèvement de la première phase fin mai 2025

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, M. Tayeb Zitouni, a donné, mercredi à Alger, des instructions pour accélérer la cadence des travaux du projet du nouveau Palais des expositions des Pins maritimes (Alger), en vue du parachèvement de sa première phase à la fin du mois de mai 2025. Lors de sa visite de travail et d'inspection au projet, M. Zitouni a instruit aux responsables de la société "Batimetal", chargée de la réalisation, à l'effet de renforcer le chantier de la main d'oeuvre et

des moyens nécessaires pour accélérer la cadence des travaux, en vue du parachèvement de la première phase, comprenant la construction d'un nouveau pavillon, dans les délais fixés, pour être prêt à accueillir la 4e Foire commerciale intra-africaine "IATF2025" en septembre 2025. Dans le souci de réaliser cet objectif, le ministre a appelé à l'élaboration de rapports périodiques sur l'avancement des travaux, tout en mettant en place un programme d'action précis, appelant la Société algérienne des foires et exposi-

tions (SAFEX) en tant que maître d'ouvrage, ainsi que "Batimetal" et le bureau d'études, à assumer leurs responsabilités quant aux délais du projet. Dans le même contexte, M. Zitouni a souligné l'importance de doter le projet des dernières technologies, y compris des systèmes de contrôle intelligent des bâtiments, pour améliorer les services offerts aux visiteurs et participants, et ainsi attirer davantage d'événements et d'expositions internationales.

L’OMS appelle tous les pays à lutter ensemble contre le mpox

L'Organisation mondiale de la santé (OMS), a appelé, vendredi, les Etats membres à agir ensemble et à jouer collectif face au virus du Mpox, après la découverte d'un premier cas de clade 1b de la variole simienne en Suède. Deux jours après avoir déclenché son plus haut degré d'alerte au niveau international, l'OMS exhorte les pays à "partager les outils tels que les vaccins et à appliquer les leçons tirées des précédentes urgences de santé publique de portée internationale pour faire face à l'épidémie actuelle".

L'identification de la première infection par le clade 1b du mpox en Suède, "souligne la nécessité pour les pays touchés de s'attaquer ensemble au virus", a déclaré sur le réseau social X, le Directeur Général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, encourageant "tous les pays à renforcer la surveillance, à partager les données et à travailler pour mieux comprendre la transmission" du virus. L'Agence suédoise de santé publique a annoncé jeudi qu'une personne vivant dans la région de Stockholm a été diagnosti-

quée comme porteuse du variant du mpox, plus contagieux et dangereux. Une première hors d'Afrique pour ce variant. Pour la branche européenne de l'OMS, d'autres cas importés de Mpox sont susceptibles d'être détectés prochainement en Europe. "Il est probable que d'autres cas importés de clade 1 (variant) soient enregistrés dans la région européenne au cours des prochains jours et des prochaines semaines", averti la branche de l'OMS-Europe dans un communiqué.

L’or atteint un nouveau record historique, à 2492,55 dollars l’once

Les investisseurs se reportent sur cette valeur refuge face aux perspectives de baisse de taux américains et aux risques géopolitiques. L'or a atteint un nouveau plus haut historique vendredi, battant à 2.492,55 dollars l'once son précédent record de mi-juillet, les investisseurs se reportant sur cette valeur refuge face aux perspectives de baisse de taux américains et aux risques géopolitiques. Vendredi, vers 14h00 GMT (16h00 à Paris), l'once d'or grimpaït de 1,24% à 2.487,50 dollars, après avoir atteint un nouveau sommet absolu, à 2.500,16 dollars. Le cours du métal jaune a été dopé par la publication vendredi de données moroses sur la construction de nouveaux logements aux Etats-Unis en juillet, nouveau signal défavorable pour l'économie américaine. Face aux craintes de récession de la première économie mondiale, les marchés ont accentué leurs prévisions de baisses de taux de la Réserve fédérale (Fed), susceptibles de soutenir l'économie. «La

forte baisse des rendements obligataires» ainsi que du dollar, «dans le contexte d'attentes de

baisses de taux de la part de la Fed profite aux actifs ayant des rendements nuls ou faibles»,

comme l'or, explique Fawad Razazada, analyste chez City Index.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسمعة الاستهلاك ليوم 13 أوت 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 13 Août 2024

Prix du détail ¹ سلاطة		أسعار التجزئة ² دج / ككغ			المنتجات
المنتجات	DA / Kg	معدل	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	88	108	68	البطاطا
	Tomate	65	76	53	الطماطم
	Oignon sec	42	49	36	البصل الجاف
	Ail sec	349	406	291	الثوم الجاف
	Carotte	70	78	62	الجزر
	Navet	106	119	94	لفت
	Poivron	98	109	86	الفلفل الاخضر
	Piment	110	125	96	الفلفل الحار
	Courgette	81	91	71	المكوسنة
	Haricot vert	208	230	186	الفاصولياء الخضراء
Fruits frais	Laitue	94	106	82	الفس
	Pomme locale	400	498	302	التفاح المحلي
	Datte	555	675	434	التمر
	Melon	103	115	91	البطيخ الاصفر
	Pastèque	79	90	68	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Banane	388	402	375	اللوؤ
	Viande bovine locale	1787	1928	1646	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	484	498	470	الدجاج
	Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	93	98	87	حليب البقر (لتر)



Election présidentielle 07/09/2024

Les candidats appellent à une participation massive

Les candidats à l'élection présidentielle du 7 septembre prochain et leurs représentants ont appelé vendredi, au deuxième jour de la campagne électorale, les citoyens à participer massivement au scrutin pour consolider davantage le front interne, tout en insistant dans leurs discours de campagne sur les mesures sociales à prendre en faveur des citoyens.

Synthèse Sirine R

Le candidat du Front des Forces socialistes (FFS), M. Youcef Aouchiche, a appelé à partir de Tipaza les jeunes à «se mobiliser» pour ce «rendez-vous électoral», le considérant comme «le maillon le plus important du processus du changement» qu'il ambitionne de concrétiser s'il est élu.

Lors d'une activité de proximité Aouchiche, a affirmé que «compte tenu des ses potentialités et richesses naturelles, l'Algérie dispose de tous les atouts pour garantir sa sécurité alimentaire».

En ce sens, il a fait observer que son programme suggère un ensemble de solutions pour concrétiser cet objectif, en s'engageant à mettre en place des pôles de développement agricoles à travers l'ensemble des régions du pays.

A cet égard, il s'est engagé à «accompagner et soutenir les agriculteurs pour assurer l'abondance de la production, lutter contre la spéculation et garantir ainsi la stabilité des prix».

Il a en outre rappelé que la «réhabilitation de la classe moyenne et préservation de la dignité des citoyens à faible revenu», figurent parmi les «priorités» de son programme.

Le secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), Abdelkrim Benmbarek, dont le parti soutient également, le candidat libre M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé lors d'un meeting populaire à Tlemcen que «les citoyens doivent participer en force à cette élection pour soutenir Tebboune, et parachever ainsi le processus d'édification entamé durant son premier mandat



présidentiel, au cours duquel il a lancé des méga projets».

Il a également évoqué «les réformes et les décisions à caractère social prises par M. Tebboune, mettant l'accent, par ailleurs, sur l'importance de consolider le front interne et la relation entre le peuple et les institutions du pays, et saluant le rôle de l'Armée nationale populaire qui veille à la protection du pays».

A Ain Defla où il a animé un meeting populaire, le président du parti du Front El-Moustakbal, Fatah Boutbig, a affirmé que «M. Tebboune est notre choix à cette étape en reconnaissance des acquis accomplis et il est de notre devoir en tant que peuple de préserver la stabilité nationale et le processus de réforme et de développement».

Il a rappelé que le premier mandat présiden-



tiel de M. Tebboune, était «un mandat de stabilité et de réalisations», estimant à cet égard que «le pays a besoin de tout un chacun en ce moment pour protéger ces acquis» d'autant plus que le candidat M. Abdelmadjid Tebboune veut «établir un Etat national, moderne et fort aux institutions solides».

Le candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP) Hassani Cherif Abdelaali qui a animé un meeting populaire à Tébessa a affirmé que le peuple algérien «est libre d'exprimer son choix sans aucune tutelle», de même qu'il est invité à donner sa voix au candidat qu'il juge le meilleur, mettant en garde néanmoins contre «les retombées du boycott prôné par certaines parties qui s'adonnent à la haine politique et à la médisance, dans l'objectif d'ébranler la confiance du citoyen et d'affaiblir le pays».



Par ailleurs, il a mis en avant le potentiel de cette wilaya frontalière et ses importantes ressources minières et agricoles, qui nécessitent, a-t-il dit, de «revoir les méthodes de leur exploitation à travers la relance de plans de développement capables de relever le niveau de vie des citoyens et de soutenir l'économie nationale».

A Annaba où il a animé son deuxième meeting de la journée, le candidat du MSP a souligné l'importance de cette élection, exhortant les citoyens à «participer massivement à la réussite de cette échéance pour faire barrage aux tentatives visant à porter atteinte à la stabilité et à l'unité du pays». Il a expliqué que sa candidature «découle de sa prise de conscience contre les plans abjects visant l'Algérie du fait de ses positions et de son soutien à la libération des peuples opprimés».

YOUCEF AOUCHICHE
«Les jeunes sont la clé du changement que nous comptons réaliser»

Le candidat du Front des forces socialistes (FFS) à la Présidentielle du 7 septembre, Youcef Aouchiche, a affirmé, samedi depuis la wilaya de Bordj Bou Arreridj, que les jeunes étaient "la clé du changement que nous comptons réaliser", soulignant l'importance de la mobilisation de tout un chacun pour la réussite de ce rendez-vous électoral. Animant un meeting à la Maison de la culture Mohamed-Boudiaf dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, dans le cadre de la campagne électorale de la Présidentielle du 7 septembre, M. Aouchiche a précisé que "l'avenir appartient aux jeunes, qui sont la clé du changement que nous comptons réaliser", soutenant que le changement escompté "passe par la mobilisation de tout un chacun pour la réussite de ce rendez-vous électoral". Pour le candidat du FFS, la participation à la prochaine élection présidentielle est "un devoir pour quiconque porte les espoirs des Algériens et leur aspiration à un avenir meilleur". M. Aouchiche, qui se présente comme "le candidat des jeunes et des classes vulnérables", a en outre indiqué que son programme électoral "Vision pour demain" comprenait des propositions visant à "apporter des solutions aux problèmes que connaît le pays". Présentant les principaux axes de son programme, le candidat du FFS a expliqué que dans la vision prospective portée par ce programme, "le peuple algérien occupe une place centrale dans l'édification de la patrie". Avant-hier, le candidat du FFS a affirmé, depuis la wilaya de Tipasa, que l'Algérie avait tous les moyens pour réaliser sa sécurité alimentaire. Lors d'une activité de proximité qu'il a animée, au titre du 2e jour de la campagne électorale au centre ville de Tipasa, M. Aouchiche a souligné que «de par le potentiel naturel diversifié dont elle dispose, l'Algérie est en mesure de réaliser sa sécurité alimentaire», comptant parmi «les principaux facteurs de stabilité et de développement».

BENBAIBECHE
«Les choix économiques de Tebboune ont éloigné le pays de l'endettement»

Le président du parti El Fadjr El Djadid, Tahar Benbaibech, a affirmé samedi à Médéa que les choix et les orientations économiques décidés par M. Abdelmadjid Tebboune lors de son premier mandat à la magistrature suprême "ont permis à l'Algérie de s'éloigner du risque d'endettement". S'exprimant lors d'un meeting organisé au complexe de proximité de la commune de Chellalet-El-Adhaoura, à l'extrême Est de Médéa, au troisième jour de la campagne pour l'élection présidentielle du 7 septembre, M. Benbaibech a indiqué que "les choix économiques et financiers de M. Abdelmadjid Tebboune durant sa première magistrature ont évité à notre économie d'être sous l'emprise des grandes institutions financières internationales, et ont ainsi protégé notre économie et préservé notre souveraineté". M. Benbaibech a appelé, par ailleurs, à "davantage de mobilisation pour la poursuite des chantiers économiques ouverts dans le pays et à s'impliquer dans la construction et la consolidation des institutions de l'Etat". Pour le président du parti El Fadjr El Djadid qui soutient le candidat Abdelmadjid Tebboune, "de grands défis attendent le pays et nous devons rester vigilants et attentifs à ce qui se trame à nos frontières, et au-delà". Il a ajouté que "le danger est présent et que nous devons nous unir et transcender nos divergences pour faire face au péril qui nous guette et pouvoir déjouer les plans de nos adversaires et ennemis".

HASSANI CHERIF
« Notre programme électoral répond aux aspirations des Algériens»

Le candidat du Mouvement de la société pour la paix (MSP) à la Présidentielle du 7 septembre prochain, M. Hassani Cherif Abdelaali, a assuré, hier depuis Skikda, que son programme électoral «Forsa» (opportunité) répondait aux aspirations des Algériens. Lors d'une activité de proximité dans le centre-ville de Skikda, au troisième jour de la campagne électorale de la Présidentielle du 7 septembre, M. Hassani Cherif s'est recueilli devant la stèle commémorative du Chahid Zighoud Youcef à la mémoire de tous les Chouhada de la Révolution, avant de se rendre à pied au siège de la permanence du parti dans cette wilaya, en échangeant avec les citoyens et en écoutant leurs préoccupations.

Présidant l'ouverture du siège de la permanence du MSP dans la wilaya de Skikda, le candidat Hassani Cherif a précisé que son programme électoral «répond aux aspirations des Algériens» et «vise à opérer le changement», appelant les citoyens à le soutenir et à «voter pour lui le 7 septembre». Il a expliqué que son programme se voulait «une opportunité pour l'ensemble des Algériens permettant de remédier aux lacunes et d'éradiquer la corruption», s'engageant à rattraper les insuffisances constatées dans la wilaya de Skikda. Il a également promis de «réaliser le développement et l'équilibre dans la distribution des richesses» et de «concrétiser la justice sociale entre tous les Algériens».

Dans la commune de Bin El-Ouiden dans la même wilaya, M. Hassani Cherif a soutenu que son programme électoral portait une «vision économique prometteuse», relevant que la révision du code communal et de wilaya permettra aux collectivités locales de «jouer un rôle central dans le développement national». Il a, par là même, rappelé les «atouts naturels dont dispose cette commune, qui nécessite un accompagnement pour répondre aux aspirations de ses habitants».

TÉBESSA
6 000 aides
financières au
logement rural

Un nouveau quota constitué de 6 000 aides financière au logement rural a été accordé à la wilaya de Tébessa, a annoncé jeudi le chef de l'exécutif de wilaya, Saïd Khelil. «La wilaya a bénéficié de ce nouveau quota en deux tranches (fin 2023 et début 2024) pour répondre à la demande croissante sur cette formule d'aide au logement», a précisé le wali au cours de la réunion du conseil de l'exécutif local consacrée au secteur de l'habitat. Il a également indiqué que «les services compétents ont entamé l'étude des dossiers des demandeurs pour élaborer les listes des bénéficiaires», a-t-il ajouté, assurant que ces aides seront «réparties sur les 28 communes de la wilaya en fonction des priorités et de la nature de chaque région». Le wali a souligné que Tébessa est considérée dans le Fichier national du logement comme wilaya leader dans la formule de logement rural et cela lui permet de bénéficier chaque fois de nouveaux quotas. De son côté, le directeur local du logement, Nabil Abdou, a déclaré que «depuis le début 2023 à la mi-août courant, 3 170 arrêtés d'octroi d'aides pour ces logements ont été délivrés», rappelant que «depuis le lancement de cette formule à ce jour, la wilaya de Tébessa a bénéficié de plus de 41 000 aides au logement rural». Le wali a donné, à l'occasion, des instructions pour hâter l'élaboration des listes des bénéficiaires de ces aides financières de l'Etat ainsi que les procédures de leur remise en tenant compte des spécificités de chaque région et du souci de toucher la totalité du territoire de la wilaya.

EL-MEGHAÏER
Des médecins
spécialistes pour
renforcer le secteur
de la santé

Le secteur de la santé dans la wilaya d'El-Meghaïer a été renforcé par un nouveau staff de médecins spécialistes, ainsi que de nouveaux équipements médicaux, dans le cadre des efforts visant l'amélioration des prestations médicales, ont rapporté vendredi les responsables du secteur. Ces praticiens spécialistes vont ainsi renforcer les services de réanimation, anesthésie, maladies internes, diabète, médecine légale, orthopédie et imagerie médicale au niveau des deux établissements publics hospitaliers (EPH) Saïd Debagh et Saïd Dahleb, respectivement dans les daïras d'El-Meghaïer et Djamaâ, a déclaré à l'APS, le directeur du secteur, Ahmed Semati. Des équipements médicaux modernes en radiologie, réanimation et autres destinés pour la maternité ont été également réceptionnés, en vue d'améliorer les conditions de prise en charge médicale des patients et des prestations de santé, a expliqué le même responsable. Le wali d'El-Meghaïer, Laredj Nehila a, à cette occasion, exhorté les responsables du secteur à mobiliser tous les moyens et l'encadrement médical pour assurer la qualité des prestations sanitaires fournies à la population de la wilaya.

EL-MENIAA

Les dattes "M'naguer", une source de revenus pour de nombreuses familles

Les dattes "M'naguer" (primeurs de dattes) ayant fait leur apparition depuis la mi-juillet dans le Sud du pays, constitue une source de revenus pour de nombreuses familles de la wilaya d'El-Meniaa qui s'adonnent en cette période à la cueillette et la vente de ce fruit de saison.

De couleur dorée mouchetée de marron, cette datte précoce, fraîchement cueillie et consommée pour son gout et saveur légèrement mielleuse, est étalée dans les marchés locaux de proximité et d'autres espaces improvisés pour la circonstance à des prix qui ont baissé de 600 DA/Kg, à son apparition, à 300, voire 200 DA/kg ces jours-ci, en fonction de la qualité et de la maturité du fruit. Très prisées par la population locale, ces dattes précoces, souvent offertes comme cadeau aux proches et amis, constituent une source vivrière pour de nombreuses familles et une entrée financière supplémentaire pour des propriétaires de palmiers. A titre d'illustration, Cheikh Boubekeur, travailleur dans le secteur public, affirme exploiter cette période estivale pour renforcer ces recettes et subvenir à certaines dépenses, grâce à la vente d'une quantité importante de M'naguer issus d'une dizaine de ses palmiers de

variétés Ghars et Deglet-Nour. Augurant d'une bonne récolte de dattes pouvant atteindre un quintal et demi par palmier, Cheikh Boubekeur explique que cette production prévisionnelle est le fruit de l'intérêt accordé à cette richesse phœnicicole et à l'entretien régulier qu'il lui consacre, depuis l'irrigation, le traitement phytosanitaire, l'élagage, la pollinisation jusqu'à la cueillette. Pour sa part, Ahmed Allane, un ancien vendeur de dattes et dérivés, installé au marché de la ville d'El-Meniaa, a fait savoir qu'il commence à accueillir, dès l'apparition des premières dattes, d'importantes quantités de ce produit de la part des agriculteurs et propriétaires de palmeraies familiales, qu'il revend aux clients venant même d'autres wilayas.

Le M'naguer, produit local
en quête de préservation

Ahmed Allane regrette, cependant, la

disparition ces dernières années des marchés, de certaines variétés de dattes, appelant, pour cela, les agriculteurs et phœniciculteurs à œuvrer à la revivification de cette richesse, à l'instar des variétés Boumekhlouf, Cheikh, El-Khadraya et El-Hamraya. Un état de fait qu'il explique par l'indifférence et le délaissement manifestés surtout par les nouvelles générations à l'égard de cette richesse et l'absence d'opérations de rajeunissement des effectifs phœnicicoles séniles. M. Allane, a appelé, à ce titre, à ne pas se limiter à la culture des variétés Ghars et Deglet Nour, à encourager l'agriculteur à œuvrer à la renaissance des variétés éteintes, et à envisager la création d'une structure de préservation du patrimoine phœnicicole ainsi que des exploitations agricoles de développement de ces espèces, en vue de protéger le patrimoine végétal de la région.

BLIDA

10 nouveaux bus pour renforcer le transport urbain et suburbain

La flotte de l'Etablissement public de transport urbain et suburbain de Blida a été renforcée avec dix nouveaux bus afin de combler le déficit enregistré sur nombre de lignes de transport, notamment celles desservant les nouveaux pôles urbains, a-t-on appris, dimanche, auprès de cet établissement. Le directeur de l'entreprise publique de

transport urbain et suburbain, Sid Ali Adadine, a indiqué à ce propos que dans le but de faciliter le déplacement des citoyens, 10 nouveaux bus ont été acquis et s'ajouteront aux 30 déjà existants et activant sur 13 lignes de transport. Ces nouveaux bus seront répartis sur les lignes enregistrant un manque en matière de transport urbain et suburbain, dont

la ligne reliant le nouveau pôle urbain de Sidi Serhane à la nouvelle ville de Bouinane, à l'Est de Blida, assurant une moyenne de 14 dessertes/jour. Un nouveau bus a été également affecté à la ligne reliant la ville de Blida à la région touristique de Chréa et assurant une moyenne de dix dessertes/jour, le 1er départ est fixé à 6 h 30. Lancé en activité

depuis 2008, l'Etablissement public de transport urbain et suburbain de Blida couvre 13 lignes de transport, dont cinq (5) urbaines et huit (8) suburbaines, a souligné le même responsable, exprimant la possibilité du renforcement de cette flotte avec un nombre supplémentaire de bus, pour desservir notamment les nouveaux pôles urbains.

KHENCHELA

12 retenues collinaires seront réalisées

Des travaux de réalisation et de réhabilitation de 12 retenues collinaires seront prochainement lancés dans la daïra de Bouhmama, dans wilaya de Khenchela, a-t-on appris jeudi auprès du directeur local des ressources en eau, Djamel Latreche. «La réalisation de 10 retenues et la réhabilitation de deux autres seront prochainement lancées dans les communes de Bouhmama, Chélia, Yabous et Lemsara relevant de la daïra de Bouhmama dans le cadre du programme d'urgence décidé pour la wilaya de Khenchela», a précisé M. Latreche. La concrétisation de ce programme

débutera avec l'engagement des travaux de réalisation de deux retenues collinaires à Lemsara et Chélia puis d'un troisième à Bouhmama après le règlement du problème d'opposition liée à la nature juridique du terrain devant l'accueillir, a indiqué le même responsable. La réhabilitation des deux retenues collinaires de Lemsara et Chélia commencera incessamment parallèlement au lancement de l'étude d'aménagement d'un périmètre d'irrigation sur 1 000 ha dans la daïra de Bouhmama, a-t-il dit. La programmation de ces projets est venue en réponse aux demandes des pomiculteurs de la région dont l'acti-

vité a été affectée par le déficit pluviométrique, a souligné le directeur des ressources en eau qui a relevé que Khenchela occupe la position de première wilaya productrice de pommes à l'échelle nationale avec une récolte de 1,8 million/quintaux par an. Dans le même cadre de mobilisation des ressources hydriques superficielles pour l'irrigation agricole, un projet de réalisation d'un barrage à Oued Lazrag dans la commune de Bouhmama d'une capacité de 2,45 millions de m3 a été lancé au mois de juillet dernier avec un délai d'exécution des travaux de 12 mois et une enveloppe financière de 3,25 milliards de DA, a ajouté la même source.

La Silicon Valley et la course à la guerre automatisée

Les sociétés de capital-risque et les startups du secteur militaire de la Silicon Valley ont commencé leur offensive pour promouvoir une version de la guerre robotisée qui utilisera l'intelligence artificielle (IA) à grande échelle.

2^e partie et fin

Par William D. Hartung (*)

La tentation de faire « sortir les humains de la boucle » ne fera que croître à mesure que le laps de temps pour décider des actions à entreprendre sera raccourci, laissant les décisions de vie ou de mort à des machines dépourvues de sens moral et exposées à des dysfonctionnements catastrophiques, ce qui est inhérent à tout système logiciel complexe.

Une grande partie de la critique de Brose concernant le complexe militaro-industriel actuel est tout à fait pertinente. Quelques grandes entreprises s'enrichissent en fabriquant de gigantesques plates-formes d'armes toujours plus vulnérables, telles que des porte-avions et des chars, tandis que le Pentagone dépense des milliards pour un vaste et onéreux réseau de bases mondiales qui pourrait être remplacé par un dispositif de défense qui aurait une empreinte beaucoup plus limitée et plus dispersée. Sa vision alternative pose malheureusement plus de problèmes qu'elle n'en résout.

Tout d'abord, il n'y a aucune garantie que les systèmes logiciels promus par la Silicon Valley fonctionneront comme annoncé. Après tout, il existe une longue histoire d'« armes miracles » qui ont échoué, depuis le champ de bataille électronique au Viêt Nam jusqu'au désastreux bouclier antimissile Star Wars du président Ronald Reagan [L'Initiative de défense stratégique, dite aussi guerre des étoiles dans les médias, était un projet de défense anti-missile destiné à la protection des États-Unis contre une frappe nucléaire stratégique par des missiles balistiques intercontinentaux et des missiles balistiques lancés par des sous-marins, NdT]. Même lorsqu'il a été possible de trouver et de détruire des cibles plus rapidement, des guerres comme celles d'Irak et d'Afghanistan, menées en utilisant ces mêmes technologies, ont été des échecs pitoyables.

Une récente enquête du Wall Street Journal laisse entendre que la nouvelle génération de technologie militaire est également surévaluée. Le Journal a constaté que les nouveaux petits drones américains haut de gamme fournis à l'Ukraine pour sa guerre défensive contre la Russie se sont révélés bien trop « chaotiques et onéreux », à tel point que, comble de l'ironie, les Ukrainiens ont choisi d'acheter à la place des drones chinois moins chers et plus fiables.

Enfin, l'approche préconisée par Brose et ses acolytes va rendre la guerre toujours plus probable, à mesure que l'hubris technologique incite à croire que les États-Unis peuvent effectivement « battre » une puissance nucléaire rivale comme la Chine dans un conflit, si seulement nous investissons dans une nouvelle force dynamique de haute technologie.

Il en résulte, comme mon collègue Michael Brenes et moi-même l'avons souli-



gné récemment, que des milliards de dollars d'argent privé affluent aujourd'hui dans des entreprises cherchant à repousser les frontières de la techno-guerre. Les estimations vont de 6 à 33 milliards de dollars par an et, selon le New York Times, 125 milliards de dollars au cours des quatre dernières années. Quels que soient les chiffres, le secteur technologique et ses bailleurs de fonds sentent qu'il y a d'énormes sommes d'argent à gagner dans l'armement de nouvelle génération et ils ne laisseront personne se mettre en travers de leur chemin.

Dans le même temps, une enquête menée par Eric Lipton du New York Times a révélé que les sociétés de capital-risque et les startups qui accélèrent déjà le rythme des guerres assistées par IA s'emploient également à recruter et à mettre à leur service d'anciens responsables de l'armée et du Pentagone. L'ancien secrétaire à la défense de Trump, Mark Esper, figure en bonne place sur cette liste. De tels rapprochements peuvent certes être motivés par la ferveur patriotique, mais une motivation plus probable est simplement le désir de s'enrichir. Comme l'a fait remarquer Ellen Lord, ancienne responsable des acquisitions au Pentagone : « Aujourd'hui, on constate un certain panache quant aux liens entre la communauté de la défense et les sociétés de capital-investissement. Mais les investisseurs espèrent aussi pouvoir passer à la caisse et gagner un maximum d'argent. »

Le roi philosophe

Autre acteur central de la construction d'une machine de guerre high-tech, l'ancien PDG de Google, Eric Schmidt, s'intéresse à bien d'autres domaines que la sphère militaire. Il est devenu un véritable philosophe-roi lorsqu'il s'agit de savoir comment les nouvelles technologies vont remodeler la société et, en fait, ce que veut dire être humain. Il réfléchit à ces questions depuis un certain temps et a exposé sa vision dans un livre publié en 2021 et modestement intitulé *The Age of AI and Our Human Future* (L'âge de l'IA et notre avenir humain), coécrit avec nul

autre que le regretté Henry Kissinger. Schmidt est au fait des dangers potentiels de l'IA, mais joue également un rôle central dans les efforts déployés pour promouvoir ses applications militaires. Bien qu'il renonce à l'approche messianique de certaines figures montantes de la Silicon Valley, on peut se demander si son approche apparemment plus réfléchie contribuera au développement d'un monde plus sûr et plus rationnel en matière d'armement avec IA.

Commençons par le plus fondamental : Schmidt pense que l'IA va changer la vie telle que nous la connaissons et ce, d'une manière absolument extraordinaire. Dans leur ouvrage, Kissinger et lui affirment que l'IA provoquera « une altération de l'identité et de la culture humaines à des niveaux jamais atteints depuis l'aube de l'ère moderne », affirmant : « Son fonctionnement laisse augurer un progrès sur la voie de l'essence même des choses, progrès que les philosophes, les théologiens et les scientifiques recherchent, avec un succès mitigé, depuis des millénaires. » En revanche, le groupe d'experts gouvernementaux sur l'intelligence artificielle au sein duquel Schmidt a siégé a pleinement reconnu les risques que présentent les utilisations militaires de l'IA. La question mérite d'être posée : Va-t-il, au moins, appuyer la mise en place de solides garde-fous contre son utilisation abusive ? Pendant son mandat à la tête du Defense Innovation Board du Pentagone de 2017 à 2020, il a contribué à préparer le terrain pour les directives du Pentagone sur l'utilisation de l'IA lesquelles garantissaient que les humains seraient toujours « dans la boucle » lors du lancement d'armes de nouvelle génération. Mais comme l'a fait remarquer un détracteur de ce secteur, une fois la rhétorique mise de côté, les directives « n'empêchent pas vraiment de faire quoi que ce soit ».

En fait, la sénatrice Elizabeth Warren (Démocrate-Maryland) et d'autres défenseurs de la bonne gouvernance se sont demandé si le rôle de Schmidt à la tête de la Defense Innovation Unit ne représentait pas un potentiel conflit d'intérêts. Après tout, alors qu'il contribuait à l'élaboration

des lignes directrices sur les applications militaires de l'IA, il investissait également dans des entreprises susceptibles de tirer profit du développement et de l'utilisation de l'IA. Son entité d'investissement, America's Frontier Fund, investit régulièrement dans des startups de technologie militaire, et une organisation à but non lucratif qu'il a fondée, le Special Competitive Studies Project, décrit sa mission comme étant de « conforter la compétitivité à long terme de l'Amérique à mesure que l'intelligence artificielle (IA) [remodelle] notre sécurité nationale, notre économie et notre société ». Cette association est en relation avec un grand nombre de dirigeants de l'armée et de l'industrie technologique et milite, entre autres, en faveur d'un assouplissement de la réglementation sur le développement des technologies militaires. En 2023, Schmidt a même fondé une entreprise de drones militaires, White Stork, qui, selon Forbes, a testé secrètement ses systèmes à Menlo Park, dans la banlieue de la Silicon Valley. La question est maintenant de savoir si l'on peut amener Schmidt à user de toute son influence pour freiner les utilisations les plus dangereuses de l'IA. Malheureusement, son enthousiasme à l'égard de l'utilisation de l'IA pour améliorer les capacités de combat laisse présager le contraire :

« De temps à autre, une nouvelle arme, une nouvelle technologie fait son apparition et change les choses. Dans les années 1930, Einstein a écrit une lettre à Roosevelt pour lui dire que cette nouvelle technologie – les armes nucléaires – pourrait changer la guerre, ce qu'elle a manifestement fait. Je dirais que l'autonomie [assurée par l'IA] et les systèmes décentralisés et en réseaux sont tout aussi puissants. Compte tenu des risques déjà cités, la comparaison entre l'IA militaire et le développement d'armes nucléaires n'est pas vraiment rassurante. La combinaison des deux – des armes nucléaires contrôlées par des systèmes automatiques sans intervention humaine – a jusqu'à présent été exclue, mais on ne peut pas s'attendre à ce que cela dure. Cela reste une possibilité, en l'absence de garanties solides et contraignantes sur le moment et la manière dont l'IA peut être utilisée. L'IA arrive, et son impact sur nos vies, que ce soit en temps de guerre ou en temps de paix, risque de défier l'imagination. Dans ce contexte, une chose est claire : nous ne pouvons pas nous permettre de laisser les individus et les entreprises qui profiteront le plus d'une application effrénée de l'IA avoir la mainmise sur les règles d'utilisation de cette technologie. N'est-il pas temps d'affronter les guerriers de la nouvelle ère ?

(*) contributeur habituel de TomDispatch, est maître de recherche au Quincy Institute for Responsible Statecraft et auteur

Source : TomDispatch/ Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

AMÉNAGEMENT DES
PRINCIPAUX AXES
ROUTIERS DE RIYADHLancement de la
première phase
du programme

La Commission royale pour la ville de Riyad a annoncé jeudi que la première phase d'un programme visant à développer les routes principales et périphériques de la capitale saoudienne a commencé.

Dans le cadre de cette première phase, quatre projets d'un coût supérieur à 13 milliards de SR (3,46 milliards de dollars) seront mis en œuvre.

1. La construction d'un deuxième périphérique sud qui s'étend sur 56 kilomètres entre la nouvelle route Al-Kharj à l'est et la route de Jeddah à l'ouest. Elle comprendra quatre voies pour la route principale dans chaque direction et trois voies pour la route de service dans chaque direction. La route aura 10 intersections principales et 32 ponts.

2. Construction de deux ponts parallèles au pont à haubans de Wadi Laban et aménagement d'une intersection de 4 km entre le périphérique ouest et la route de Jeddah. Quatre ponts seront également construits à l'intersection du périphérique occidental et de la route de Jeddah.

3. Développement de la partie ouest de l'axe de la route Al-Thumama, d'une longueur de 6 km, qui s'étend de la route King Khalid à l'ouest à la route King Fahd à l'est.

4. L'allongement de 16 km de la route de Taif dans le quartier de Laban, jusqu'au projet Qiddiya. La construction d'un pont principal de 0,5 km.

Le programme de développement des routes principales et périphériques vise à améliorer le système de transport à Riyad et à le préparer à devenir un centre majeur pour la fourniture de services de transport et de logistique durables au Moyen-Orient. La première phase du programme devrait s'étaler sur trois à quatre ans.

MAURITANIE

Le seul pays auquel le FMI a
prédit 14,3% de croissance en
2025, et il n'y a pas que le gaz

La Mauritanie est un pays d'Afrique occidentale scindé en 12 régions mais la majeure partie de cet immense territoire (1 030 700 km²) est mangée par le désert. Les populations et les activités économiques se concentrent sur une petite portion du pays, toutefois le pétrole et le gaz, à profusion dès cette année, pourraient changer toute la donne.

Les 5 millions de Mauritaniens regardent l'avenir avec sérénité et confiance, avec beaucoup de rêves dans les yeux. Et pourquoi pas un brillant destin comme celui des pays du Golfe, que les hydrocarbures ont fait connaître aux quatre coins du monde alors qu'eux aussi n'étaient que des étendues désertiques sur les cartes du globe il y a quelques décennies.

Le filon du méga gisement de Bir Allah

Le pétrole et le gaz ça vous change radicalement un pays en un court laps de temps. Bon, de telles réflexions font bondir les défenseurs de l'environnement, qui pointent les souffrances que les énergies fossiles infligent à la planète Terre, au climat. Mais l'Afrique, qui est le continent qui pollue le moins et qui attend toujours que l'Occident tienne ses promesses (réparation financière pour les dégâts climatiques), fera valoir ses droits au développement avant de tendre l'oreille à la musique culpabilisante des Occidentaux. En parlant de développement la Mauritanie est sur les bons rails, d'après les dernières prévisions du Fonds monétaire international (FMI)...

Je ne vous parle pas seulement des retombées de l'imposant gisement gazier GTA, découvert à la frontière maritime entre la Mauritanie et le Sénégal, et que les deux pays ont sagement décidé de partager à parts égales. Je vous parle de quelque chose de plus gros encore et que cette fois Nouakchott ne partagera avec personne, vu que le gisement se trouve intégralement sur

le territoire mauritanien : Le gisement de Bir Allah, dont les réserves sont estimées à 80 000 milliards de pieds cubes.

Pour ces raisons et bien d'autres le FMI prédit au pays un taux de croissance de 14,3% en 2025, le meilleur en Afrique. La Mauritanie en a fait du chemin depuis 1946, date à laquelle elle a été classée territoire français d'outre-mer. 12 ans après, en 1958, le pays est devenu une République islamique autonome. Mais dès 1960 il revendique et obtient son indépendance, au grand dam du Maroc, qui a crié partout que la Mauritanie était un morceau de son territoire. Dommage que la manœuvre ne passa pas, autrement le Maroc serait assis aujourd'hui sur d'immenses ressources naturelles (pétrole, gaz, fer, uranium, etc.).

Stabilité politique et prouesses sécuritaires, de
solides gages pour l'investissement

Le premier président de la Mauritanie, Moktar Ould Daddah (1961-1978), a fait ce qu'il a pu, adossé sur un parti unique, mais ça n'a pas suffi à extirper de la pauvreté la majeure partie de la population. C'est sans doute cet échec qui lui a valu le coup d'Etat de 1978. La junte militaire installa un Comité militaire de salut national. Et ce sont les mêmes militaires qui ont impulsé les réformes démocratiques, en 1992, avec pour point culminant des élections pluralistes, sous la houlette du colonel Maaouya Ould Taya, aux manettes depuis 1984.

Ce n'est pas la fin des tourments pour autant, il y aura un autre chapelet de putschs au XXI^e

siècle, mais les acquis démocratiques n'ont jamais été gommés dans les esprits. La preuve : Une alternance pacifique s'est opérée à la présidence de la République en 2019, avec l'élection de Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, qui a été reconduit dès le premier tour en juin 2024. Une victoire nette contestée par une frange de l'opposition, avec des manifestations émaillées par 4 morts. Mais la digue de la démocratie a tenu.

La stabilité politique est sans doute un des grands atouts de la Mauritanie, un système bétonné par un régime semi-présidentiel dans lequel les pouvoirs exécutifs sont partagés entre le chef de l'Etat et son Premier ministre. Il y a aussi les exploits sécuritaires du pays. Alors que les terroristes frappent régulièrement dans les autres pays du Sahel la Mauritanie n'a connu aucun drame notable depuis 2011. Le pays doit ce succès au renforcement de l'appareil sécuritaire et de renseignement mais également à un dialogue intelligent avec toutes les sensibilités religieuses.

Cette stabilité politique et sécuritaire font la force de la Mauritanie, de plus en plus courtisée par les investisseurs étrangers.

La dynamique va de pair avec des engagements fermes en matière de bonne gouvernance et de combat acharné contre la corruption. C'est ce qui a valu des procès historiques à l'ex-président Mohamed Ould Abdel Aziz (il a régné de 2009 à 2019), à ses deux ex-Premiers ministres, à une kyrielle d'anciens ministres, des hommes d'affaires et des membres du cercle présidentiel.

LE MARCHÉ DU E-COMMERCE EN TUNISIE

Une dynamique en pleine expansion

Le commerce électronique en Tunisie en 2024 se caractérise par une croissance significative, portée par une augmentation de l'inclusion numérique et un changement des habitudes de consommation.

Depuis la pandémie de COVID-19, qui a accéléré la transition vers les achats en ligne, le secteur du e-commerce a connu une expansion rapide.

Une croissance soutenue
des transactions en ligne

En 2023, on dénombrait environ 1 100 boutiques en ligne, et près de 7,5 millions de transactions ont été enregistrées au premier semestre, générant une valeur de 540 millions de dinars tunisiens. Ces chiffres témoignent d'un marché en pleine mutation, où plus de la moitié de la population est connectée à Internet, favorisant ainsi l'essor du commerce en ligne. Les statistiques montrent une augmentation continue des transactions en ligne, avec une hausse de 54 % par rapport à 2020. Cette croissance est largement attribuable aux restrictions liées à

la pandémie, qui ont poussé de nombreux consommateurs à se tourner vers les achats en ligne. Pendant les périodes de confinement, les transactions ont même augmenté de 71%, mettant en lumière le potentiel du e-commerce en Tunisie. Cette tendance se poursuit en 2024, avec un marché qui se diversifie et se développe à un rythme soutenu.

Défis structurels et réglementaires

Malgré cette dynamique positive, le commerce électronique en Tunisie doit surmonter plusieurs obstacles pour atteindre son plein potentiel. L'un des principaux défis est le manque de confiance des consommateurs dans les paiements en ligne.

En effet, 84 % des transactions se font encore à la livraison, révélant une réticence persistante à utiliser les services de paiement électronique. Cette méfiance est exacerbée par une réglementation jugée inadéquate pour assurer un écosystème de paiement sécurisé et efficace.

Par ailleurs, une grande partie des

ventes en ligne se fait via des réseaux sociaux sans statut juridique, limitant ainsi la visibilité et la régulation du marché. Cette informalité représente un frein majeur au développement d'un commerce électronique transparent et structuré. En outre, l'accès au financement reste un défi crucial pour les startups et les opérateurs de commerce électronique, qui peinent à obtenir les ressources nécessaires pour croître et innover.

Opportunités
de développement du e-commerce

Malgré ces défis, le potentiel de croissance du e-commerce en Tunisie est considérable. Les entreprises peuvent capitaliser sur la richesse des produits artisanaux et manufacturés pour développer le commerce électronique transfrontalier. L'amélioration des infrastructures de paiement et l'adoption d'une réglementation claire et favorable pourraient également faciliter l'expansion du secteur.

Pour exploiter ces opportunités, il est es-

sentiel que les acteurs du marché et les autorités tunisiennes collaborent pour renforcer l'environnement réglementaire, encourager les paiements électroniques, et sensibiliser les consommateurs aux avantages du commerce en ligne. En surmontant ces obstacles, le e-commerce en Tunisie pourrait non seulement poursuivre sa croissance, mais aussi jouer un rôle clé dans la diversification et la modernisation de l'économie tunisienne.

Le commerce électronique en Tunisie est à la croisée des chemins, avec un potentiel de développement immense, mais également des défis considérables à surmonter. L'engagement conjoint des autorités et des acteurs du secteur sera déterminant pour améliorer la réglementation, renforcer la confiance des consommateurs et investir dans l'infrastructure nécessaire. En levant ces barrières, la Tunisie pourrait voir son secteur du e-commerce devenir un pilier majeur de son économie, contribuant ainsi à sa modernisation et à son intégration dans l'économie numérique mondiale.

DÉPRÉCIATION DU NAIRA

Perte potentielle de 30,7 milliards \$ sur la Bourse de Lagos en un an

La Bourse de Lagos a produit de nouveaux millionnaires en monnaie locale, en un peu plus d'une année. Mais la dévaluation du naira dilue cette performance, car ces investisseurs se retrouvent finalement avec une richesse relativement limitée lorsqu'on la valorise en dollar américain.

La dépréciation du naira, la monnaie nigériane, a conduit à une perte potentielle de valeur en dollar sur la Bourse de Lagos, qui est estimée au 13 août 2024 à 30,7 milliards de dollars, selon les calculs de l'Agence Ecofin. À la clôture du marché le 9 juin 2023, juste avant l'entrée en vigueur de la nouvelle politique de change initiée par le président Bola Tinubu, la valeur des actifs sur le Nigeria Stock Exchange (NSE) s'élevait à 30 450 milliards de nairas, soit environ 65 milliards de dollars (au taux de change de juin 2023 soit 450 nairas pour 1\$). Depuis lors, le naira a perdu de la valeur. Bien que la capitalisation boursière des entreprises cotées ait bondi de 83 % en monnaie locale, atteignant 55 700 mil-

liards de nairas au 13 août 2024, la dévaluation de la monnaie a considérablement atténué cette performance en rabaisant la valeur nouvelle de ces actifs sur la scène internationale. Dans ce contexte, les investisseurs internationaux continuent de réduire leur exposition au Nigeria dans leurs portefeuilles. Au cours du premier semestre 2024, ils ont vendu pour 311,9 milliards de nairas d'actions, contre seulement 73 milliards de nairas à la même période en 2023. Bien que les investissements en portefeuille sur le marché boursier aient augmenté, la part des étrangers dans les transactions globales sur la Bourse de Lagos ne représente plus que 20,4 % du total. Les autorités, notamment la Securities

and Exchange Commission (SEC), ont récemment annoncé une série de mesures pour revitaliser le marché. Cependant, la tâche s'annonce difficile. Six entreprises concentrent à elles seules 50 % de la valeur du marché en dollar américain, et les indicateurs boursiers suggèrent une faible marge de progression, avec des actions qui se négocient jusqu'à 86 fois leur dernier bénéfice net audité (décembre 2023). De plus, le secteur bancaire, qui avait commencé à attirer les investisseurs grâce à des marges exceptionnelles, connaît actuellement un repli en bourse depuis que les autorités ont instauré une taxe sur les marges excessives dans les transactions de change.

ZIMBABWE

CBZ Bank se renforce dans l'immobilier

Shelter Afrique a renforcé son partenariat avec CBZ Bank, via l'octroi d'une nouvelle ligne de crédit. Elle soutiendra les prêts hypothécaires de la banque, et contribuera à réduire le déficit de logements au Zimbabwe. Le groupe de services financiers zimbabwéen, CBZ Holdings Limited, a procédé le jeudi 15 août 2024, à la signature d'un accord de prêt de 15 millions \$ avec la Banque de

développement Shelter Afrique (BDShaf). La ligne de crédit a été octroyée à la filiale bancaire de CBZ Holdings. Elle permettra à CBZ Bank d'accroître ses prêts hypothécaires à sa clientèle. Au Zimbabwe, le déficit de logements est estimé à plus de 1,5 million d'unités, selon des données citées par Gibson Mapfidza, directeur commercial du groupe BDShaf. La facilité vise à réduire ce déficit, à tra-

vers le financement de logements résidentiels dans le pays. Pour la CBZ Bank, cette ligne de crédit renforce son partenariat avec l'une des principales institutions africaines de financement du logement, de l'urbanisme et du développement des infrastructures. Shelter Afrique et la filiale bancaire de CBZ Holdings avaient établi un premier partenariat en 2012, via la conclusion d'un ac-

cord de financement de 7,5 millions \$. Ce partenariat s'est poursuivi l'année suivante, via l'octroi d'un financement supplémentaire de 8,3 millions \$ au profit de l'établissement bancaire zimbabwéen. Au-delà de son activité bancaire, CBZ Holdings dispose d'un portefeuille immobilier important, géré par sa filiale CBZ Properties Limited.

AFRIQUE DU SUD

Le taux de chômage atteint 33,5% entre avril et juin 2024

C'est la troisième hausse consécutive du chômage depuis le quatrième trimestre 2023 et la deuxième plus forte au deuxième trimestre, depuis le confinement lié à la covid-19 en 2020, a souligné Stats SA. Le taux de chômage en Afrique du Sud a atteint 33,5 % de la population active au deuxième trimestre 2024, selon les données publiées le mardi 13 août par l'Agence sud-africaine de statistiques (Stats SA). Ce chiffre marque une légère augmentation par rapport au taux de 32,9 % enregistré au trimestre précédent. Selon l'Agence, cette hausse s'explique principalement par des pertes d'emplois dans les secteurs formel et agricole. En revanche, l'emploi dans le secteur informel a connu une amélioration, avec 48 000 postes supplémen-

taires créés entre avril et juin 2024. Le nombre de chômeurs en Afrique du Sud a ainsi grimpé de 158 000 personnes, atteignant un total de 8,38 millions à la fin du deuxième trimestre contre 8,22 millions au trimestre précédent. C'est la troisième hausse consécutive du chômage depuis le quatrième trimestre 2023 et la deuxième plus forte au deuxième trimestre depuis le confinement lié à la covid-19 en 2020, a souligné Stats SA. Dans un contexte de crise économique persistante, la réduction du taux de chômage est une priorité cruciale en Afrique du Sud. Le gouvernement de coalition, formé à l'issue des élections de mai dernier, a réaffirmé son engagement à lutter contre ce fléau. Dans son discours sur l'état de la nation en février dernier, le président Cyril Rama-

phosa avait souligné l'urgence de s'attaquer au problème du chômage, en particulier chez les jeunes. En réponse à cette crise, le gouvernement a lancé en avril 2024 le programme « Unemployment Insurance Fund Labour Activation Programme » (LAP), avec un investissement de 1,3 milliard de dollars. Celui-ci vise à revitaliser le marché de l'emploi en ciblant des secteurs clés tels que l'agriculture, les technologies de l'information et de la communication (TIC), la construction, l'ingénierie, la fabrication, l'éducation, les transports et les mines. Le LAP prévoit ainsi de soutenir 704 000 chômeurs à travers 333 projets recommandés, offrant des formations, un appui aux petites entreprises et des opportunités d'emploi sur une période de 12 à 36 mois.

BIDC - GUINÉE

Accords de prêt d'une valeur de 63 millions USD

Dr George Agyekum Donkor, Président de la BIDC et de son Conseil d'Administration et M. Mourana Soumah, Ministre de l'Economie et des Finances de la République de Guinée, ont signé deux accords de prêt d'un montant total de 62,77 millions USD. Ces accords marquent la première phase d'un accord global d'un montant de 307 millions USD visant à renforcer les infrastructures et le développement rural en Guinée. Les deux facilités financeront des projets d'infrastructures hydrauliques critiques en Guinée, à savoir: Un prêt de 28,4 millions USD pour la mise à disposition de systèmes d'approvisionnement en eau potable à 205 204 personnes dans les villes de Beyla, Fria et Koubia d'ici 2035.

Un prêt de 34,3 millions USD pour la construction de 150 forages équipés de pompes manuelles et la fourniture de 100 systèmes d'approvisionnement en eau potable en Haute Guinée et en Guinée forestière, afin d'améliorer les conditions de vie des populations locales. Dans son allocution, M. Mourana Soumah a souligné l'importance du renforcement de la gouvernance locale et de l'implication des communautés dans la gestion des infrastructures hydrauliques, afin de soutenir un modèle de développement durable.

Dr George Agyekum Donkor a quant à lui, réaffirmé l'engagement de la BIDC à soutenir le développement socio-économique de la Guinée, en s'alignant sur la stratégie 2021-2025 de la Banque et les Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations Unies. Ces accords portent les engagements de la BIDC en Guinée à environ 284,5 millions USD, démontrant ainsi l'engagement de la Banque à soutenir le Plan National de Développement du pays – PNDES II 2021-2025 – et les programmes de développement de tous les États membres de la CE-DEAO.

ANGOLA

Le turc Tosyali Holding et Sonangol lanceront une usine sidérurgique

L'usine, qui s'approvisionnera en minerai de fer à partir du gisement de Cassinga, devrait être opérationnelle à la mi-2027. Le groupe turc Tosyali Holding a annoncé, dans un communiqué publié ce jeudi 15 août, qu'il prévoit d'installer une usine sidérurgique intégrée en Angola, en association avec la compagnie pétrolière publique Sonangol. La joint-venture, qui sera détenue à hauteur de 70% par Tosyali Holding, va réactiver un gisement de fer situé dans la région de Cassinga (sud-ouest) pour assurer son approvisionnement en minerai, a-t-on précisé de même source. Cette mine abrite des réserves estimées à 1 milliard de tonnes de minerai d'une teneur en fer d'environ 30 %. L'usine sidérurgique sera, quant à elle, implantée à Mocimedes, une petite ville d'environ 250 000 habitants située au sud de la capitale Luanda. Elle devrait entrer en production à la mi-2027. Fondé en 1961, Tosyali Holding opère près de 40 usines sidérurgiques en Turquie et dans plusieurs autres pays, dont l'Algérie, l'Espagne et le Sénégal. Le groupe familial emploie environ 15 000 personnes.

PORTÉE PAR LES INDICATEURS ÉCONOMIQUES

L'Europe clôture en hausse

Les Bourses européennes ont terminé en hausse vendredi, à l'exception de l'indice britannique FTSE, après la publication de plusieurs indicateurs importants aux États-Unis et au Royaume-Uni.

À Paris, le CAC 40 a terminé en hausse de 0,35% à 7.449,70 points et le Dax allemand de 0,80% . Le Footsie britannique, quant à lui, affiche une baisse de 0,43%. L'indice EuroStoxx 50 prend 0,67%, le FTSEurofirst 300 avance de 0,26% et le Stoxx 600 croît de 0,28%. L'optimisme prévaut largement sur les marchés mondiaux après des données encourageantes sur les ventes au détail aux États-Unis et au Royaume-Uni qui laissent à penser que les deux pays se portent relativement bien en termes économiques.

VALEURS

Bayer a bondi de 9% à la Bourse de Francfort vendredi, porté par une récente victoire judiciaire aux Etats-Unis dans sa bataille liée à son désherbant Roundup. UBS prend 1,3% après que la banque suisse a déclaré son intention de liquider un fonds d'investissement immobilier d'une valeur de 2 milliards de dollars (1,82 milliard d'euros) récupéré lors de l'acquisition de Credit Suisse. Bavarian Nordics s'envole de 20% à la Bourse de Copenhague, atteignant une hausse de 50% depuis le début de la semaine, les commandes pour son vaccin contre la variole du singe s'étant bousculées depuis la mise en place d'un état d'urgence mondial par l'Organisation mondiale de la santé.

A Wall Street

À Wall Street, les indices se sont stabili-

sés, après avoir ouvert en légère, aidés par la publication de chiffres encourageants sur le moral des ménages par l'Université du Michigan. Le Dow Jones affiche une légère perte de 0,01%, contre 0,03% pour le Standard & Poor's 500 et 0,01% pour le Nasdaq. Côté valeurs, Pfizer perd 2,2% après que son vaccin combiné contre la grippe et le COVID-19 manque l'un de ses objectifs principaux lors d'une phase d'essai tardive. B. Riley Financial's gagne 16,17% vers 15h45 GMT après avoir atteint une hausse de 26,17% à l'ouverture, son co-directeur général et président Bryant Riley ayant déclaré son intention d'acquérir la banque d'investissement pour 212 millions de dollars

Les indicateurs du jour

Aux États-Unis, la publication de deux indicateurs a bousculé quelque peu les marchés. Les chiffres mitigés de la construction de logements ont quelque peu tempéré l'optimisme causé par la publication des chiffres des ventes au détail, causant une ouverture moins positive que prévu à Wall Street. Les chiffres du moral des ménages publiés par l'Université du Michigan, en revanche, ont accéléré plus que prévu, ce qui a encouragé les principaux indices américains. Au Royaume-Uni, les données officielles ont fait état vendredi d'une hausse des ventes au détail conforme

aux attentes, atteignant 0,5%.

Changes

Le dollar perd 0,22% face à un panier de devises de référence, affaibli par les chiffres décevants de l'immobilier américains, alors que les investisseurs examinent les données économiques pour évaluer la possibilité que la Réserve fédérale baisse ses taux d'intérêt. L'euro gagne 0,2% à 1,0993 dollars, tandis que la livre sterling perd 0,37% face au dollar et 0,12% face à l'euro, la hausse des ventes au détail au Royaume-Uni suggérant une certaine stabilité de l'économie du pays.

Taux

Face à la possibilité d'une baisse des taux de la Fed en septembre, les rendements reculent légèrement. Le rendement des Treasuries à dix ans

perd 0,3 points de base à 3,9226%, contre une hausse de 0,3 points de base à 4,1042% pour le rendement à deux ans. Le rendement du Bund allemand affiche un recul de 0,3 points de base à 2,255%, contre 0,1 points de base pour le rendement à deux ans.

Pétrole

Les prix du pétrole ont chuté vendredi et sont en passe de terminer une semaine marquée par plusieurs baisses consécutives, une série d'indicateurs négatifs pour le mois de juillet en Chine ayant éclipsé l'effet des risques géopolitiques. Le Brent perd 1,46% à 79,86 dollars le baril, tandis que le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) cède 1,66% à 76,86 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 15 Août 2024 Valeur : 19 Août 2024					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.1746	134.1896
1	EUR	EURO		147.7128	147.7427
1	GBP	POUND STERLING		172.4388	172.4802
100	JPY	JAPANESE YEN		91.1512	91.1676
1	CNY	CHINESE YUAN		18.7439	18.7468
1	CHF	SWISS FRANC		155.0434	155.0787
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		97.8734	97.8915
1	DKK	DANISH KRONE		19.7971	19.8002
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.8035	12.8078
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.5086	12.5142
1	AED	UAE DIRHAM		36.5270	36.5370
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.7551	35.7629
1	KWD	KUWAITI DINAR		438.4791	438.6715
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.4727	43.9096
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.6815	13.6830
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4105	27.5509
1	MRU	MAURITANIAN OUGUTYA		3.3789	3.3895
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		179.7470	179.7470

AVEC UNE HAUSSE DE 2,5%

Le CAC 40 réalise sa meilleure performance hebdomadaire depuis début juillet

Avec un gain de 0,35% vendredi, la Bourse de Paris affiche une hausse de 2,48% en rythme hebdomadaire. Une série de données économiques favorables aux États-Unis a permis au CAC 40 de retrouver le seuil des 7.400 points. C'est un quatre à la suite pour la Bourse de Paris. Le CAC 40 clôture en hausse de 0,35% à 7.449,70 points ce vendredi soir, à l'issue d'une séance encore marquée par une dernière fournée de statistiques américaines.

Sur le front de l'immobilier, les mises en chantier et les permis de construire aux États-Unis sont ressortis inférieurs aux attentes en juillet. Ces données sont venues légèrement ternir l'ambiance, avant que des données positives sur le moral du consommateur ne viennent redonner de l'allant à l'indice parisien. Selon les données préliminaires de l'Université du Michigan, l'indice de confiance des ménages américains s'est amélioré à 67,8 points en août, contre 66,4 points en juillet.

WALL STREET TERMINE EN HAUSSE

Meilleure semaine de l'année pour le S&P 500

La Bourse de New York a fini en hausse vendredi, les principaux indices de Wall Street enregistrant leurs gains les plus importants de l'année en pourcentage hebdomadaires. L'indice Dow Jones a gagné 0,2%, ou 96,7 points, à 40.659,76 points. Le S&P-500, plus large, a pris 11,03 points, soit 0,2% à 5.554,25 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 37,224 points, soit 0,2% à 17.631,72 points. "Ce que nous observons aujourd'hui est une prolongation du retour et un apaisement des craintes de récession", a déclaré Greg Bassuk, directeur général d'AXS In-

vestments à New York. "Les données économiques positives sont vraiment ce qui alimente ce rallye, donnant plus de confiance aux investisseurs qui pensent que la récession sera probablement évitée et que la Réserve fédérale américaine (Fed) commencera à réduire ses taux en septembre", a-t-il ajouté. Les données encourageantes publiées cette semaine aux Etats-Unis, notamment celles relatives aux ventes au détail et à l'indice des prix à la consommation (CPI), ont rassuré les investisseurs sur l'évolution de l'inflation. Les premiers résultats de l'enquête mensuelle de l'Université du Michigan publiés

vendredi montrent que le moral des ménages américains s'est amélioré en août plus rapidement que prévu. Les investisseurs attendent désormais l'ouverture jeudi prochain du symposium de Jackson Hole, qui rassemble les responsables de plusieurs banques centrales du monde entier. Le directeur de la Fed, Jerome Powell, est censé s'y exprimer, et les investisseurs tablent sur l'annonce d'une baisse des taux de 25 points de base en septembre. "Toute l'attention sera portée sur les commentaires de Jerome Powell la semaine prochaine", a estimé Greg Bassuk. "Cette année, l'activité des marchés s'est basée

sur la probabilité et l'étendu d'une baisse des taux de la Fed." Le président de la Fed de Chicago, Austan Goolsbee, a plaidé pour un assouplissement monétaire. Aux valeurs, Applied Materials a chuté après avoir annoncé jeudi prévoir un chiffre d'affaires pour le quatrième trimestre à peine supérieur au consensus. Amcor a également reculé après avoir annoncé jeudi une baisse plus importante que prévu de son chiffre d'affaires au quatrième trimestre, pénalisé par une demande plus faible.

ITALIE

La dette publique approche la barre des 3.000 milliards d’euros, un record

La dette italienne n'a cessé d'augmenter et s'est creusée de plus de 180 milliards d'euros depuis l'arrivée à son poste de la Première ministre d'extrême droite, Giorgia Meloni. À 137% du PIB, c'est l'une des plus élevées de l'UE.

La dette publique approche la barre des 3.000 milliards d'euros en Italie. Celle-ci a atteint un niveau record de 2.948,5 milliards d'euros en juin, en hausse de 30,3 milliards sur un mois, a annoncé la Banque d'Italie dans un communiqué ce vendredi. En juin, « l'augmentation reflète les besoins des administrations publiques (+15,3 milliards), la hausse des disponibilités liquides du Trésor (+13,5 milliards), ainsi que l'effet des "spreads" et primes d'émission et de remboursement, la réévaluation des titres indexés sur l'inflation et l'évolution des taux de change (+1,4 milliard) », détaille la Banque d'Italie. Repassée sous la barre des 2.700 milliards en novembre 2021, la dette italienne n'a cessé ensuite d'augmenter et s'est creusée de plus de 180 milliards d'euros depuis l'arrivée à son poste de la Première ministre d'extrême droite, Giorgia Meloni.

Dette publique 137% du PIB

Pour rappel, la dette italienne est l'une des plus élevées de l'UE, à 137% du PIB, et l'Italie est le pays ayant présenté l'an dernier le déficit le plus important (7,4% du PIB). En comparaison, la dette publique française s'établit à 110,7% du PIB, et atteint 3.159,7 milliards d'euros au premier trimestre 2024. L'Union européenne a formellement lancé fin

juillet une procédure pour déficit public excessif contre l'Italie et six autres États membres (France, Belgique, Hongrie, Pologne, Slovaquie et Malte). Ces pays ont dépassé l'an dernier la limite de déficits publics fixée à 3% du PIB par le Pacte de stabilité, qui limite aussi la dette à 60% du PIB. Les pays ciblés devront envoyer d'ici septembre des plans à moyen terme sur la manière de revenir dans les clous. La Commission européenne communiquera ensuite en novembre des évaluations de ces plans avec des détails sur la voie à emprunter pour retrouver la santé budgétaire.

Des indicateurs contrastés

L'Italie affiche des indicateurs économiques contrastés : le chômage recule, le taux d'emploi augmente, et les salaires réels progressent, même s'ils restent sous leur niveau de 2007, une situation quasi unique parmi l'OCDE. En revanche, la croissance reste modérée, à 0,2% au deuxième trimestre. Le gouvernement a abaissé en avril sa prévision, à 1%, puis 1,2% en 2025. La Banque d'Italie, elle, table sur 0,6% en 2024, puis 0,9% en 2025 et 1,1% en 2026. Les marges de manœuvre budgétaires de l'exécutif italien sont donc restreintes et l'endettement de l'Etat

ne cesse de se creuser. Quant à l'inflation (1,1% en 2024 selon la Banque d'Italie), elle reste nettement inférieure à la moyenne de la zone euro, qui a atteint 2,6% en juillet en glissement annuel, et à l'objectif de 2% à moyen terme de la Banque centrale européenne (BCE). Mais elle est néanmoins remontée en juillet, passant à 1,3% sur un an après 0,8% en juin, selon des données publiées par l'Institut national de la statistique (Istat). Excédent commercial de 29 milliards d'euros Autre indicateur, publié vendredi dernier : l'Italie a dégagé en juin un excédent commercial de 5,06 milliards d'euros, contre 3,46 milliards pendant le même mois de 2023, grâce à la baisse de la facture énergétique, a indiqué l'Institut national des statistiques Istat. Le déficit de la balance énergétique s'est ainsi réduit à -3,58 milliards d'euros en juin, après -4,74 milliards pendant le même mois de l'an dernier. La troisième économie de la zone euro a vu ses exportations baisser de 6,1% en juin sur un an, après un recul de 1,7% en mai. Les importations ont elles aussi poursuivi leur baisse et ont chuté de 9,6%, après un recul de 5% en mai. Sur les six premiers mois de l'année, l'excédent commercial de l'Italie a atteint 29,1 milliards d'euros, contre 9,8 milliards sur la même période de 2023.

ETATS-UNIS

L'inflation s'approche de la cible de la Fed

Outre-Atlantique, l'inflation a ralenti en juillet à 2,9% sur un an, contre 3% le mois précédent, soit son niveau le plus bas depuis mars 2021, selon l'indice CPI publié mercredi. Un chiffre qui se rapproche de l'objectif des 2% fixé par la banque centrale américaine. Bonne nouvelle pour le portefeuille des ménages américains. La hausse

des prix a poursuivi son ralentissement au mois de juillet à 2,9% sur un an, contre 3% le mois précédent, selon l'indice CPI publié ce mercredi. Il s'agit du niveau le plus faible, sur un an, atteint par l'indicateur outre-Atlantique depuis mars 2021. Les données du département du Travail sont même légèrement inférieures aux attentes du marché, qui tablaient plutôt sur

une inflation stable à 3% sur un an, d'après le consensus publié par MarketWatch. Dans un communiqué, le président américain Joe Biden s'est félicité des « progrès » réalisés pour « lutter contre l'inflation », soulignant que « nous avons encore du travail pour réduire les coûts pour les travailleurs américains mais nous faisons de réels progrès, avec les salaires

augmentant plus vite que les prix sur les 17 derniers mois ». Malgré ces résultats, la Bourse de New York a ouvert en timide hausse mercredi. Après une bonne séance la veille, l'indice Dow Jones grappillait 0,02%, le Nasdaq, à dominante technologique, avançait de 0,31% et le S&P 500 de 0,19%, au cours des premiers échanges.

CHINE

Le taux de chômage des jeunes s'envole, au-dessus des 17%

Cet indicateur, qui est un reflet de la crise que vit la Chine, a atteint son plus haut niveau depuis le début de l'année. Le taux de chômage des jeunes en Chine a atteint 17,1% en juillet, soit son niveau le plus élevé depuis le début de l'année, selon des chiffres officiels consultés samedi. Le taux de chômage chez les 16-24 ans était en juin de 13,2%, d'après les données du Bureau national des statistiques (BNS). Le taux avait atteint l'an dernier des sommets (21,3%), avant que les autorités ne suspendent la publication des chiffres, officiellement pour revoir leur méthodologie. Les étudiants ne sont désormais plus comptabilisés. Chez les 25-29 ans, le taux de chômage s'est établi à 6,5% en juillet, là aussi en hausse par rapport au mois précédent (6,4%). Pour l'ensemble de la population active, le taux de chômage s'est affiché à 5,2% le mois dernier. Ce chiffre est un reflet incomplet de la conjoncture car il n'est calculé que pour les villes. Il exclut des millions de travailleurs migrants dans les zones rurales, particulièrement vulnérables au ralentissement économique. Confiance morose des ménages Le géant asiatique est en proie à une crise inédite de son vaste secteur immobilier, une confiance morose des ménages et des entreprises, ce qui pénalise la consommation, tandis que les tensions géopolitiques avec Washington et l'Union européenne menacent son commerce extérieur. Le président Xi Jinping avait appelé en mai à faire de la lutte contre le chômage des jeunes la « priorité absolue ». La Chine a publié jeudi une série d'indicateurs économiques jugés décevants, en dépit de récentes mesures du gouvernement pour tenter de relancer la croissance dans la deuxième économie mondiale. La production industrielle s'est notamment tassée en juillet (+5,1% sur un an), selon des chiffres officiels, soit son rythme le plus faible depuis mars.

Biden et Harris annoncent une baisse historique du prix de certains médicaments

Issu de négociations inédites entre le système fédéral d'assurance-santé des seniors (Medicare) et les laboratoires, l'accord va permettre dès 2026 de diminuer le prix de 10 médicaments, soit une économie de 1,5 milliard de dollars pour les 9 millions d'assurés concernés. A point nommé pour la vice-présidente et candidate démocrate à la présidentielle américaine Kamala Harris. « Depuis des années, des millions d'Américains doivent choisir entre acheter leurs médicaments ou de la nourriture », a rappelé le président américain Joe Biden, « mais nous nous sommes battus (contre les laboratoires) et nous avons gagné ». Jeudi 14 août, le président américain Joe Biden et la vice-présidente Kamala Harris ont annoncé ensemble une baisse « historique » du prix de dix médicaments pour

les personnes âgées. Cet accord, issu de négociations inédites entre le système fédéral d'assurance-santé des seniors et les laboratoires, va permettre dès la première année, en 2026, d'économiser 1,5 milliard de dollars pour les assurés concernés et 6 milliards de dollars pour les contribuables, selon la Maison Blanche.

Au moins neuf millions de bénéficiaires

Joe Biden, qui s'est retiré en juillet de la campagne présidentielle pour laisser la place à Kamala Harris, évoque dans le communiqué une « étape historique », que tous deux célébreront jeudi lors d'un déplacement conjoint près de Washington. Car le prix des médicaments, qui n'est pas régulé au niveau national aux Etats-Unis, y est souvent bien plus élevé que dans les au-

tres pays développés. Il est courant que même les personnes assurées doivent en payer une partie de leur poche. Les négociations entre le système d'assurance-santé des plus de 65 ans, Medicare, et les laboratoires, duraient depuis février. Parmi les dix traitements concernés: le Farxiga du groupe suédo-britannique AstraZeneca (diabète), l'Entresto du Suisse Novartis (problèmes cardiaques) ou l'anti-coagulant Eliquis de l'Américain Bristol-Myers Squibb (BMS). Selon la Maison Blanche, ces médicaments ont été prescrits en 2022 à quelque neuf millions de bénéficiaires. Cette réforme s'inscrit dans le cadre d'une loi phare du mandat de Joe Biden, le « Inflation Reduction Act » (IRA), un vaste programme de transition énergétique et de pouvoir d'achat.

Joe Biden partage la victoire avec Kamala Harris

Le président américain aurait pu faire l'annonce seul, comme pour la majorité de ses grands chantiers économiques. Mais il a partagé cette victoire avec la vice-présidente, à moins de trois mois du scrutin qui opposera Kamala Harris au républicain Donald Trump. La démocrate de 59 ans, à laquelle le communiqué fait même plus de place qu'au président, y promet: « nous ne nous arrêterons pas là », en signalant que les prix d'autres médicaments seront négociés à la baisse dans les années à venir. Kamala Harris doit annoncer vendredi les grandes lignes de son programme économique. Le coût élevé de la vie est l'un des angles d'attaques favorisés de son rival Donald Trump.

APRÈS PLUS DE 100 ANS DE PRÉSENCE

Citroën se retire du marché australien

En 1923, la toute jeune marque automobile Citroën débarque en Australie où elle est, à ce jour, la plus ancienne des firmes automobiles présente sur le marché. A l'automne prochain le double chevron quittera la place faute de ventes suffisantes.

Arrivée en 1923 au pays des Kangourous, la toute jeune marque tricolore d'alors, elle est née en 1919, se retirera à l'automne. En effet, à compter du 1er novembre prochain, Citroën, qui est d'ailleurs la plus ancienne des firmes automobiles présente en Australie n'y fera plus commerce. La raison de ce retrait est simple et sans appel, la baisse significative des ventes qui rends l'activité commerciale non rentable. Le réseau de la marque repose sur 9 concessionnaires dont 3 sont basés à Sydney et ses alentours. Et si l'on compte les garagistes affiliés à la marque cela porte le nombre à 35 enseignes.

En Australie, Citroën vend moins que Ferrari

Depuis un pic record de 3 803 unités atteint en 2007, les ventes annuelles de la marque au double chevron n'ont cessé de s'éroder en Australie. En 2021, elles étaient tombées très bas avec 175 unités. Il y eut un sursaut en 2022 avec 296 ventes puis une rechute l'an dernier à 228 unités.

Au premier semestre de cette année, Citroën n'a écoulé que 87 véhicules au point que comme l'indique nos confrères locaux de CarExpert, Citroën



est placé derrière les marques de niche. Sur la même période Maserati a vendu 200 modèles en Australie, Ferrari 113, Lotus et Bentley chacun 102. Il n'y a que Aston Martin et encore à une unité près (86 modèles vendus entre début janvier et fin juin 2024), McLaren avec 41 ventes et Rolls-Royce, 26 exemplaires écoulés qui font moins bien que Citroën.

Une gamme réduite à 4 modèles

La gamme locale présentée sous le terme « French Modern Cars », soit dans la langue de Molière des voitures françaises modernes, comporte 4 modèles à savoir « l'ancienne » Citroën C3 qui fut lancée chez nous en 2016, la Ci-



troën C4, le SUV C5 Aircross dans sa version restylée et la grande routière Citroën C5 X. D'ailleurs en parcourant le stock, il ne reste que 5 véhicules disponibles. La marque française tentera tout de même de proposer la version hybride rechargeable de la C5-X avant de fermer boutique. Les deux autres constructeurs français historiques Peugeot et Renault sont aussi présents en Australie ce qui n'est pas le cas de DS Automobiles. Les

concessionnaires Citroën Australien passeront dans le giron de Peugeot. La marque au lion connaît localement plus de succès avec 2 516 livraisons en 2023 et 1 341 voitures neuves immatriculées sur la première partie de l'année 2024, soit quasiment autant de voitures que Citroën en a vendu là-bas depuis 2019. Citroën devient la deuxième marque du conglomérat automobile Stellantis à quitter

TOYOTA COROLLA TS D'OCCASION

Un break hybride super fiable, moins cher qu'un SUV

Plutôt qu'un SUV, certains préféreront un petit break d'occasion. La Toyota Corolla Touring Sports, lancée en 2018, est un choix extrêmement judicieux.

S'ils sont de moins en moins faciles à trouver dans le neuf, les petits breaks de constructeurs généralistes sont encore légion en occasion. Y compris des modèles récents et donc techniquement à jour. C'est notamment le cas de la Toyota Corolla TS, pour Touring Sports. Une appellation un peu pompeuse, à connotation sportive mais qui cache uniquement une version rallongée de la pragmatique de l'actuelle Corolla. Sacrement rallongée d'ailleurs, puisque le break est quasiment 30 cm plus long que la compacte. Et voilà que cette TS s'étire sur 4,65 m de long, dont 2,70 m d'empattement, pour accueillir plus que dignement une petite famille.

L'espace arrière est en effet très convenable, notamment les écarts au buste et aux jambes avec les assises avant. Chiffres à l'appui, la Corolla fait sur ce point mieux

qu'un Peugeot 3008. En revanche, il faut composer avec moins de largeur aux coudes et aux épaules. Mais pas de quoi faire fuir les enfants et les adolescents lors des voyages. D'autant que la soute, au seuil de chargement bas et aux contours bien droits, engloutit entre 320 et 400 dm³ de bagages, valeurs vérifiées par nos soins au cours de notre protocole de mesures. C'est autant que bon nombre de SUV compacts.

Habitable et pas chère

Si l'habitabilité reste évidemment le critère principal d'une familiale, même d'occasion, le prix ne peut être éludé. Or, cette Corolla de 12ème génération n'existe qu'en hybride. Voilà qui, direz-vous, la place hors de portée de pas mal de bourses. Mais en épluchant les annonces, on découvre les premiers exemplaires autour de 15 000 €, avec des kilométrages situés entre 100 000 et 150 000 km. Certes, c'est un peu plus cher que d'autres petits breaks, mais aucun des concurrents directs de cette



Corolla TS ne peut avancer une motorisation hybride. Qui plus est, la fiabilité Toyota n'est plus à démontrer et dans l'immense majorité des cas, cette Corolla demeure sans histoire.

Sobriété au top

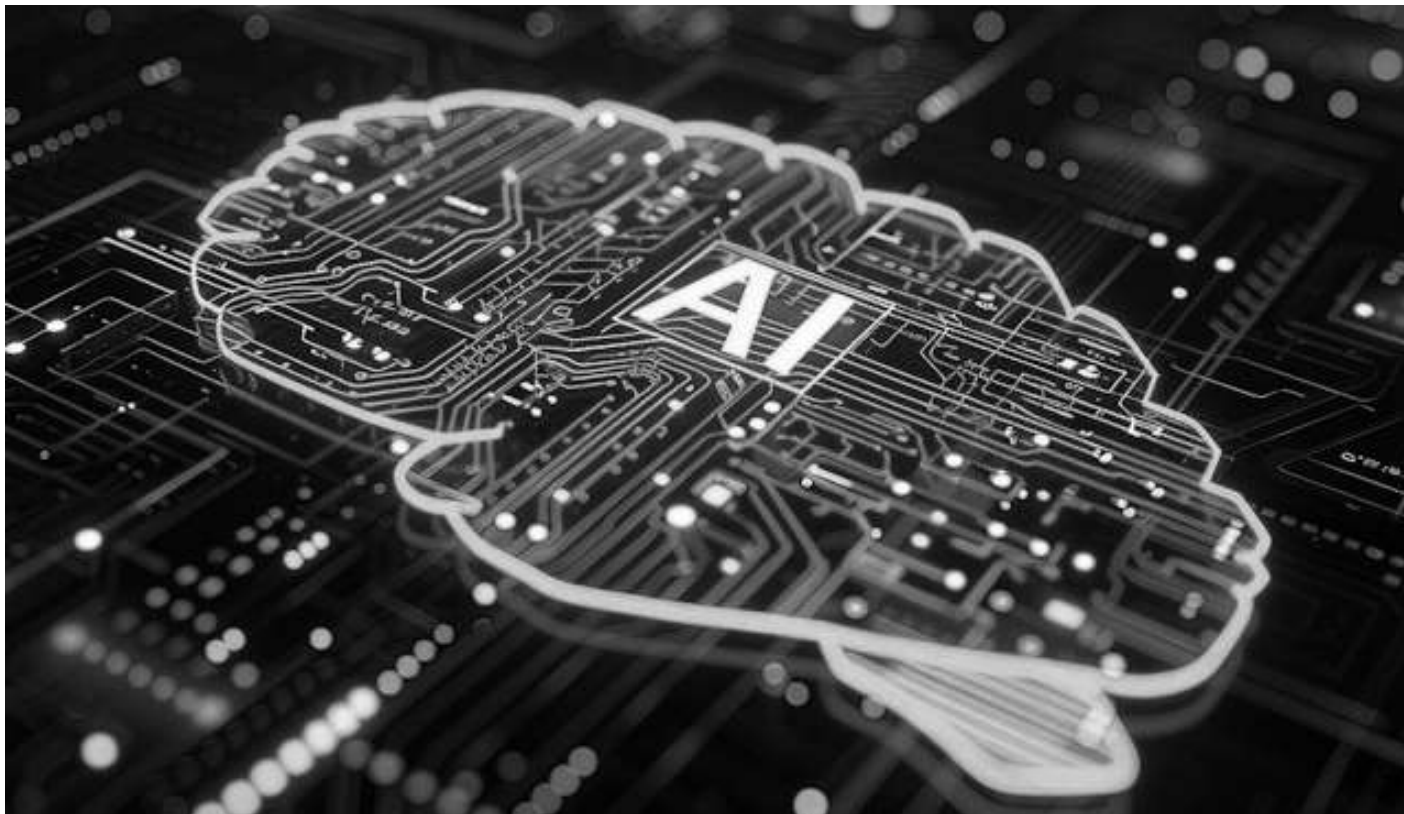
Les exemplaires les moins chers précèdent évidemment

le restylage de 2022, ce qui signifie que les puissances sont de 122 ou 180 ch. Avec 122 ch (1.8), les performances sont suffisantes, mais le dynamisme est franchement supérieur avec la version 180 ch (2.0 l). Dans les deux cas, la grande sobriété reste la force de la Corolla TS. En ville ou en périurbain, l'appétit varie entre 4,5 et 5 l/100 km, tandis que la

consommation grimpe sur autoroute mais se stabilise entre 7,5 et 8 l/100 km selon votre conduite. Le tout assorti d'une vignette Crit'Air 1. Les ZFE ont beau avoir du plomb dans l'aile ces derniers temps, la vignette violette demeure l'assurance de ne pas se préoccuper des errances politiques à ce sujet...

5 bonnes pratiques pour réussir la mise en oeuvre de la GenAI

La mise en oeuvre d'une stratégie d'intelligence artificielle générative efficace ne coule pas de source. Focus sur cinq leviers à actionner pour réussir son projet.



Qu'est-ce qui rend la mise en oeuvre de l'IA générative si difficile ? En tant que technologie de rupture, elle se fait sentir à la fois par son ampleur et par la fréquence des changements. Il y a tant de fournisseurs, d'applications et de cas d'utilisation, et si peu de temps, qu'elle imprègne tout, de la stratégie et des processus d'entreprise aux produits et services. L'un des défis inhabituels que pose l'IA en tant que technologie est qu'elle est actuellement adoptée par le grand public tout en étant encore au sommet en termes d'engouement. C'est pourquoi de nombreuses entreprises mettent beaucoup d'énergie et d'enthousiasme dans les cas d'usage, mais ont encore du mal à obtenir un retour sur investissement. Pour le maximiser, des efforts et des investissements en matière d'IA sont importants pour passer d'une expérimentation ad hoc à une stratégie plus ciblée et à une approche systématique de mise en oeuvre. Zoom sur cinq bonnes pratiques à suivre pour tirer le meilleur parti de la GenAI.

Définir une stratégie GenAI holistique

La définition d'une stratégie d'intelligence artificielle générative devrait s'inscrire dans une approche plus large de l'IA, de l'automatisation et de la gestion des données. Après tout, une stratégie de données moderne doit prendre en compte et renforcer l'ensemble de la pile IT en soutenant les objectifs de l'entreprise en matière d'automatisation, ainsi qu'une myriade d'applications soutenant les transactions, l'analyse et la prise de décision. Il suffit de regarder le récent lancement d'EDB Postgres AI, une plateforme taillée pour les workloads transactionnels, analytiques et d'IA. Les mises en oeuvre réussies de

l'IA dépendent à 80 % de l'aspect des données comme de leur qualité et il faut donc s'attendre à voir encore plus de suppression de silos entre ces types de charges de travail. Une bonne stratégie doit définir des thèmes stratégiques pour l'entreprise autour de l'IA générative et la manière dont elle accompagnera les différents objectifs de la société. Lesquels de ces thèmes soutiennent le programme de croissance, l'efficacité interne et les économies de coûts ? Il faut pour cela savoir comment différencier, pour les produits et les services, une proposition de valeur unique avec des objectifs stratégiques en termes de résultats escomptés.

Identifier et hiérarchiser les cas d'usage

Il existe probablement des dizaines de cas d'utilisation de l'IA dans son entreprise et, bien que nombre d'entre eux soient naturellement identifiés par les utilisateurs finaux, il est important de dresser une liste de référence. Pour les connaître, créer une zone de collaboration sur l'IA dans l'intranet de son entreprise et inviter les parties prenantes à partager ce sur quoi ils travaillent et leurs résultats est préconisé. Cela permet de répertorier les activités dans l'ensemble de l'entreprise et d'encourager le partage des connaissances et la coordination. En reprenant la liste principale des activités en cours et en la cartographiant sur une carte du parcours client, ou même sur une carte des processus de son entreprise, il est conseillé de rechercher les lacunes et les chevauchements dans la couverture, identifier d'autres zones d'opportunités, et commencer à établir des priorités. Même si la mise en oeuvre de plusieurs cas d'utilisation est bien avancée, un atelier d'innovation peut être un excellent moyen

d'amener les utilisateurs finaux à réfléchir à des cas d'utilisation et à les classer par ordre de priorité. Il est aussi utile de rechercher à la fois les gains rapides (impact commercial élevé et grande facilité de mise en oeuvre) et incontournables (impact commercial élevé, mais facilité de mise en oeuvre moindre en raison du temps, du coût ou du risque et de la complexité du projet), puis de les ajouter en conséquence à une feuille de route de mise en oeuvre.

Expérimenter avec des objectifs

La GenAI provoquant énormément d'engouement, il est probable qu'il y ait beaucoup de test en cours sans que l'on se concentre de manière cohérente sur les finalités. Cependant, avec quelques petites modifications, il est possible d'exploiter cette énergie en encourageant les projets pilotes et les expérimentations, et en donnant aux utilisateurs finaux les moyens d'être des innovateurs et des testeurs. Pour favoriser une culture de l'innovation, ces petites modifications doivent inclure des conseils, un soutien et des encouragements. Par exemple, si les utilisateurs finaux essaient un outil pour la synthèse vocale, pourquoi ne pas les encourager à essayer deux ou trois outils différents et à comparer les résultats. Pour les aider à trouver le meilleur choix pour la société, il est recommandé de partager des détails sur les normes de l'entreprise, les considérations budgétaires et les fournisseurs à envisager en plus de leurs favoris actuels.

Partager les garde-fous

Tout en favorisant la culture de l'innovation en encourageant l'expérimentation et les projets pilotes, il faut aider les

utilisateurs finaux à relever les défis de l'IA en partageant les garde-fous de l'entreprise. Une première action simple consiste à élaborer sa propre politique d'utilisation dans l'entreprise, ainsi qu'à signer divers accords sectoriels le cas échéant. Pour l'IA et d'autres domaines, une politique d'utilisation peut aider à sensibiliser les utilisateurs aux zones de risques potentiels, et donc à gérer le risque, tout en encourageant l'innovation. Bien que chaque secteur ait ses propres priorités en termes de risques liés à l'IA, dans le secteur de l'architecture, de l'ingénierie et de la construction, il a été constaté que la protection des données et la confidentialité constituent une préoccupation majeure. Il est donc utile d'informer les utilisateurs sur les avantages et les inconvénients des GPT publics et privés et de leur indiquer quand utiliser l'un, l'autre ou les deux. Cela peut également avoir une incidence sur le choix de certains fournisseurs. Par exemple, l'IA intégrée d'un fournisseur de longue date peut être le mauvais choix s'il utilise les données de sa communauté d'utilisateurs pour former son modèle.

Intégrer le ROI dès le début

L'IA générative et de nombreuses autres technologies étant évaluées et utilisées par un large éventail d'employés en dehors du département IT, il est important de leur fournir les outils nécessaires pour que leur mise en oeuvre soit couronnée de succès pour l'entreprise. Pour ce faire, il est essentiel de fournir une analyse de rentabilité de l'usage de la technologie et de la manière de calculer le retour sur investissement. À cet égard, la GenAI n'est pas différente des autres technologies. Il s'agit d'examiner la proposition de valeur et la différenciation concurrentielle pour les produits et services destinés aux clients, ainsi que les gains d'efficacité en termes de temps et de coûts pour les processus internes. Une simple feuille de calcul du ROI peut constituer un excellent point de départ et aider les employés à examiner la situation avant et après et la manière dont l'intelligence artificielle générative peut contribuer à rationaliser les opérations. Dans l'ensemble, en raison du rythme rapide des changements dans cet environnement, il est essentiel d'avoir une stratégie adaptative, d'être prêt à la mettre à jour régulièrement si nécessaire et de poursuivre l'apprentissage et l'amélioration continus tout au long des mises en oeuvre. Avancer à petits pas pour obtenir des résultats rapides et démontrer le retour sur investissement dès le début sans oublier de se concentrer également sur les incontournables et les initiatives plus stratégiques qui contribueront à différencier votre organisation dans les années à venir. Voilà aussi certainement une clé de succès de sa stratégie GenAI.

Mots fléchés

Balistes Lieu de désordre et de débauche		Composition musicale Suppliât		Tabac des Vosges Bradype		Échassier voisin de la cigogne		Carabé		Sur une table de chevet		Dame	
										À peu près		Instrument	
Moyen de transport Aliment qui jadis était indispensable						Fleuve africain		Erreur grossière					
				Futurs médecins									Crochet de boucher
Egalité aux échecs Objectif				Agence de renseignement américain Résidu le plus grossier du dieu				Esquivé Remarques					
			Pièce d'habitation Maladie infectieuse						Terres émergées Ecrivain italien (Umberto)				
Espère		Polonium Nombre			Direction départementale entre ministères	Fille de Forgall Manach Humains					Lettres prêtées		
							Sa capitale est Edimbourg Peur incontrôlée					Soldats	
Lentille bâtarde Déesse de la mythologie égyptienne				Destituai la royauté									Renard polaire
				Jésus le Nazaréen, Roi des Juifs Avec le marteau, emblème de l'URSS				De même	Levée aux cartes				
Cadeau de mariage	Navire Jongleuses				Lustrées								
			Prénom masculin Jour de l'an vietnamien							Assignation		Flots	
Opiniâtre Baryum					Bison d'Europe		Que personne ne peut connaître Grande école						
		Qui a perdu tout pouvoir d'avoir trop servi Etendue de sable						Jouai de l'argent ou un vêtement au poker					
Enlèvent Aspect									Béryllium		Convenances Utilisateur		
			Désavantagea Aplanit					Louages Équerre					Note haussée d'un demi-ton
Équivalent Construite dans la baie de Douarnenez					Article	Prénom biblique	Coupelles de laboratoire Expérience					Forte correction	
		Assaisonné Mamelle							Chef-lieu du Judet de Lasi (Roumanie) Belle-fille				
Tire un liquide	Protactinium Personnage de Brecht (Arturo)			Grain de chapelet Erbium				Enveloppe piquante Fleuve russe					
					Entamées								
Chamois des Pyrénées						Roi de Jarry				Bramé			

Plus d’une vingtaine d’interventions de la Protection civile suite aux intempéries

Plus de 24 opérations de secours ont été menées par les éléments de la Protection civile dans la wilaya de Djanet, suite aux inondations provoquées par les fortes précipitations qui se sont abattues la nuit du vendredi à samedi dans la région, a-t-on appris de ce corps constitué. Placés en alerte suite à la publication du bulletin météorologique spécial faisant état de prévisions pluviales dans la région, les services de la PC se sont déployés en patrouilles de reconnaissance le long du cours de l'Oued Djanet, a indiqué le chargé de la communication à la direction locale de la PC, Chiboub Diffel.



INCENDIE DANS L'OUEST CANADIEN

Des milliers d'évacués retournent à Jasper

Les milliers d'habitants qui avaient évacué en catastrophe la ville de Jasper dans l'ouest du Canada à cause d'un violent feu de forêt ont pu retourner vendredi dans la municipalité, en partie détruite par les flammes. Quelque 25.000 habitants et touristes avaient dû fuir le parc naturel et la municipalité en pleine nuit fin juillet. Le feu avait soudainement pris de l'ampleur, en pleine vague de chaleur, et les pompiers avaient vite été dépassés. "Ce sera long, ce sera difficile, mais personne ne sera seul. Nous reconstruirons, côte à côte, plus forts que jamais", a déclaré Richard Ireland, le maire de Jasper, sur les réseaux sociaux vendredi. Déclenché par la foudre dans une région en proie à une extrême sécheresse, l'incendie a détruit plus de 350 bâtiments sur plus de 1.100 dans cette ville touristique de 5.000 habitants. Encore actif sur 33.000 hectares et partiellement hors de contrôle, cet incendie est le plus important jamais observé depuis 100 ans dans ce parc naturel. L'incendie pourrait brûler encore des mois, ont prévenu les autorités, dans cet endroit considéré comme l'un des joyaux du Canada et où se pressent 2,5 millions de touristes par an. Au total, 104 incendies sont actifs dans la province de l'Alberta.

ENERGIES RENOUVELABLES

Grandes disparités dans les flux d'investissements entre pays du Nord et pays du Sud

Des investissements annuels mondiaux de l'ordre de 5.000 milliards de dollars en moyenne à l'horizon 2050 sont nécessaires pour maintenir le monde sur la bonne voie pour réaliser une transition énergétique conforme au scénario de 1,5 degrés C, indique l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), qui met en garde contre les disparités actuelles dans la répartition des investissements entre les pays du Nord et du Sud. "Maintenir le monde sur la bonne voie pour réaliser une transition énergétique conforme au scénario de 1,5 degrés C présenté dans les Perspectives de transition énergétique mondiale 2023 de l'IRENA, nécessitera un investissement cumulé de 150.000 milliards de dollars US, soit une moyenne de plus de 5.000 milliards de dollars US par an entre 2023 et 2050", souligne l'IRENA dans son dernier rapport intitulé "le paysage mondial de financement des énergies renouvelables 2023". Relevant le niveau record enregistré

par les investissements dans la transition énergétique en 2022 à 1300 mds de dollars (+19%), l'IRENA estime qu'au total 47.000 milliards de dollars supplémentaires d'investissement sont nécessaires d'ici 2050 pour rester sur la trajectoire de 1,5 C. Selon ce même rapport, il existe une grande disparité dans la répartition des investissements consentis dans le domaine des énergies renouvelables à travers le monde, car "plus de 50 % de la population mondiale, résidant principalement dans les pays en développement et émergents, n'a reçu que 15 % des investissements mondiaux dans les énergies renouvelables en 2022". Ainsi, l'Afrique subsaharienne a reçu moins de 1,5 % du montant investi à l'échelle mondiale entre 2000 et 2020, ajoute cette agence qui souligne que les investissements dans la région sont en baisse, "malgré la prise de conscience généralisée engendrée par la pandémie de COVID-19 du rôle essentiel que joue l'énergie dans les soins de santé, l'essai-

nissement, les télécommunications et les moyens de subsistance résilients". A l'échelle mondiale, a-t-on ajouté, le secteur privé a investi 75 % du total des investissements entre 2013 et 2020, dans un contexte où les capitaux privés affluaient vers les technologies et les pays les moins risqués, mettant en évidence "la nécessité d'investissements publics accrus". L'IRENA a plaidé en ce sens pour une collaboration internationale renforcée, notamment une augmentation substantielle des flux financiers du Nord vers le Sud, pour mobiliser les financements de manière plus équitable et plus efficace. Organisation intergouvernementale regroupant 168 pays plus l'Union européenne, l'IRENA axe son travail sur la coopération internationale en accompagnant les pays dans leur transition énergétique et en favorisant l'adoption généralisée et l'utilisation durable de toutes les formes d'énergies renouvelables notamment la bio-énergie, l'énergie solaire et éolienne et la géothermie.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME EN AFRIQUE

Bendjama souligne l'importance de la coopération régionale

Le Représentant permanent de l'Algérie auprès des Nations unies, l'ambassadeur Amar Bendjama a souligné vendredi l'importance cruciale de la coopération régionale et du renforcement des institutions pour faire face à la menace croissante du terrorisme sur le continent africain. L'ambassadeur Bendjama présidait une réunion du comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité des Nations Unies lors de la-

quelle les efforts régionaux de lutte contre le terrorisme en Afrique, en particulier la récente réunion de haut niveau organisée à Abuja du 22 au 24 avril 2024, ont été mis en lumière. "L'initiative du Nigeria, concrétisée par la Déclaration d'Abuja, mérite nos plus vifs éloges," a déclaré l'ambassadeur Bendjama lors de son allocution. "Elle offre un cadre de référence précieux qui guiderait nos actions futures", a-t-il poursuivi.

L'Ambassadeur a également suggéré d'explorer le développement de mécanismes de suivi concrets et de stratégies de financement robustes pour donner vie aux ambitions énoncées dans la Déclaration d'Abuja. Il a exprimé l'espoir de voir se concrétiser, dans un avenir proche, un sommet des chefs d'Etat africains sur cette question, soulignant qu'un tel événement "renforcerait notre engagement collectif au plus haut ni-

veau et enverrait un message fort de notre détermination unie". Rappelant les efforts de l'Algérie en matière de lutte contre le terrorisme, ayant été sanctionnés par l'anéantissement de ce fléau dans son territoire, l'Ambassadeur a réaffirmé l'engagement indéfectible de l'Algérie dans la coopération régionale contre le terrorisme, soulignant l'importance d'un dialogue ouvert et constructif entre tous les partenaires.

VOL DE CÂBLES EN CUIVRE

Démantèlement d'un réseau criminel spécialisé à Tiaret

Les services de la Gendarmerie nationale de la wilaya de Tiaret ont démantelé un réseau criminel spécialisé dans le vol de câbles en cuivre et procédé à l'arrestation de six (6) individus et à la saisie d'une importante quantité de cuivre, indique samedi un communiqué de ce corps de sécu-

rité. "Suite à un appel reçu sur le numéro vert 1055, les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Medroussa (Tiaret) ont démantelé un réseau spécialisé dans le vol de câbles en cuivre du projet de construction de la ligne ferroviaire Tiaret-Saïda", précise la même source. L'enquête a ré-

vélé que "les membres de ce réseau criminel étaient des professionnels de ce type de crime", selon le communiqué, qui précise que les mis en cause "faisaient fondre les câbles qu'ils coupaient de la voie ferrée pour en extraire le cuivre, qu'ils transportaient ensuite vers la ville de Tiaret, où cette matière

était collectée et distribuée à différentes parties pour sa vente". L'opération s'est soldée par "l'arrestation de six (6) individus, la récupération de dix (10) quintaux de câbles en cuivre d'une valeur de 750 millions de centimes et la saisie d'outils utilisés dans le vol et de deux (2) véhicules utilisés dans le

crime", ajoute la même source. Les mis en cause sont poursuivis pour "association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un crime, vol de câbles en cuivre au moyen d'un véhicule et destruction volontaire de biens publics", conclut le communiqué.

CAMEROUN

Production de 266 725 tonnes de cacao pour la saison 2023-2024

Selon l'INS, les exportations camerounaises de fèves de cacao et dérivés ont généré 512 milliards FCFA en 2023, soit +10,4% par rapport aux 463,6 milliards enregistrés en 2022. 180 095 tonnes de fèves brutes ont été exportées en 2023, soit -55 445 tonnes que 2022, générant un peu plus de 359 milliards FCFA. Le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, préside ce 8 août 2024 à Mvengue, localité de la ré-

gion du Sud du Cameroun, le lancement officiel de la campagne cacaoyère 2024-2025 dans le pays. Comme à l'accoutumée, cette cérémonie sera l'occasion de dresser le bilan de la saison 2023-2024, qui s'est officiellement étendue du 1er août 2023 au 15 juillet 2024. À ce sujet, les données compilées par l'Office national du cacao et du café (ONCC), auxquelles Investir au Cameroun a eu accès, révèlent que la campagne cacaoyère 2023-2024 dans le

pays s'est soldée par une production commercialisée de 266 725 tonnes de fèves, en hausse de 1,17% par rapport aux 263 613 tonnes de la campagne précédente. L'on peut cependant observer que ce volume est en baisse par rapport aux pics de 292 472 tonnes et 295 164 tonnes des saisons 2020-2021 et 2021-2022, qui sont les plus prolifiques des cinq dernières campagnes. La plus grosse embellie de la saison est venue des prix aux producteurs, qui ont

explosé au cours de la campagne, battant tous les records. Dans le détail, souligne l'ONCC, les prix bord-champ sont ressortis à un minimum de 1 150 FCFA le kg (2023 FCFA en valeur FOB ou prix final des fèves rendues à bord du bateau), contre un maximum de 6 300 FCFA le kg (5 648 FCFA en valeur FOB) enregistré au cours d'une opération de vente groupée dans la région du Centre.